VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:

ar piesūtīšanu: par:	Ls	bez piesūtīšanas: (saņemot kantorī) par:	Ls
gadu	22,—	gadu	18,—
1/2 gadu	12,—	1/2 gadu	10,—
3 mēn.	6,—	3 mēn.	5,—
1 „	2,—	1 „	1,70
atsevišķu num.	—,15	atsevišķu num.	—,10
		pie atkalpārdev.	—,13

Latvijas valdības oficials laikraksts

Iznāk katru dienu, izņemot svētdienas un svētku dienas

Redakcija: Rīgā, Valdemāra ielā 6, 3. stāvā Telefons 20032 Runas stundas no plkst. 9 līdz 12

Sludinājumu un abonementa pieņemšana no plkst. 8.30 līdz 15.30 Rīgā, Valdemāra ielā 6, 2. dzīv. Telefons 20031

Sludinājumu maksu:

a)	tiesu sludināj. līdz 25 vienslej. rind.	Ls 6,—
	par katru tālāko rindiņu	„ —,25
b)	tiesu sludin. par negodīgu un netīrīgu veikalnieku sodīšanu līdz 25 viensl. r.	„ 8,—
	par katru tālāko rindiņu	„ —,25
c)	citu iestāžu slud. par katru viensl. r.	„ —,30
d)	priv.pers.oblig.slud.par katru viensl.r.	„ —,35
e)	par nozaud. dok. izslud. par katru dok.	„ 1,50
f)	par sadegušu dok. izslud. katrai pers.	„ 1,—

229. num. **Pirmdien, 1939. g. 9. oktobrī** **Divdesmitotrais gads**

Likums par Madrides starptautiskai telekomunikaciju konvencijai pievienotiem Telegrafa, Telefona, Vispārīgo radiokomunikaciju un Radiokomunikaciju papildu reglamentiem Kairas 1938. g. redakcijā.
Pārgrozījumi un papildinājumi Likumā par Valsts aizsardzības fondu.
Likums par sevišķu līdzekļu sagādāšanu valsts aizsardzībai.
Ministru kabineta sēde š. g. 7. oktobrī.
Pasta un telegrafa departamenta rīkojums.
Rīkojums par latola sadalīšanu spēkratiem laikā no 1939. g. 9. oktobra līdz 1939. g. 15. oktobrim.
Cenu inspektora rīkojums.

Valsts Prezidents Dr Kārlis Ulmanis 8. oktobrī apmeklēja Pļaujas svētku dievkalpojumu Bērzes draudzes dievnamā,

kur spredīķi teica draudzes mācītājs A. Vecmanis. Dievlūdzēju pilnā baznīca bija krāšņi pušķota zaļumiem un vārpu rotājumiem. Dievkalpojums bija pieslēgts radiofonam.

Pēc dievkalpojuma Valsts Prezidents kopā ar saviem tuviniekiem iegriezās kapsētā, lai brīdi pakavētos pie savu piederīgo kapu kopiņām. LTA.

Ministru kabinets 1939. g. 5. septembra sēdē ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

LIKUMS
par
Madrides starptautiskai telekomunikaciju konvencijai pievienotiem Telegrafa, Telefona, Vispārīgo radiokomunikaciju un Radiokomunikaciju papildu reglamentiem Kairas 1938. g. redakcijā.

1. Madridē 1932. gada 9. decembrī noslēgtai Starptautiskai telekomunikaciju konvencijai pievienotie Telegrafa, Telefona, Vispārīgais radiokomunikaciju un Radiokomunikaciju papildu reglamenti Kairas 1938. g. redakcijā ar šo likumu pieņemti un apstiprināti.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludinami 1. pantā minētie Reglamenti un to tulkojums latviešu valodā.

3. Reglamenti stājas spēkā Reglamentu beigu noteikumos paredzētā laikā.

Rīgā, 1939. g. 6. septembrī.

K. Ulmanis,
Valsts un Ministru Prezidents.

Règlement télégraphique
(Revision du Caire, 1938)
annexé à la
Convention internationale des télécommunications
(Madrid, 1932)

CHAPITRE PREMIER.

Répercussion sur l'exploitation des radiocommunications.

Article premier.

Application du Règlement télégraphique aux radiocommunications.

1 En tant que le présent Règlement n'en dispose pas autrement, les prescriptions applicables aux communications par fil le sont aussi aux communications par sans fil.

CHAPITRE II.

Réseau international.

Article 2.

Constitution du réseau.

2 § 1. Les bureaux entre lesquels l'échange des télégrammes est continu ou très actif sont, autant que possible, reliés par des voies de communication directes, établies en nombre suffisant pour satisfaire à tous les besoins du service. Celles-ci doivent, en outre, présenter les garanties mécaniques, électriques et techniques suffisantes, en tenant compte, autant que possible, des avis du Comité consultatif international télégraphique (C. C. I. T.).

3 § 2. Si, sur la totalité du parcours ou sur certaines sections seulement, des câbles téléphoniques interurbains sont disponibles, ceux-ci sont, autant que possible, utilisés également pour l'établissement de voies de communication télégraphiques internationales. A cet effet, les administrations intéressées s'entendent sur la manière de procéder. En ce qui concerne les détails techniques, font règle, autant que possible, les recommandations communes du Comité consultatif international télégraphique (C. C. I. T.) et du Comité consultatif international téléphonique (C. C. I. F.).

Article 3.

Utilisation des voies de communication.

4 § 1. L'exploitation des voies de communication internationales fait l'objet d'un accord entre les administrations intéressées.

5 § 2. Les administrations prennent, pour chacune des voies de communication internationales, les dispositions qui permettent d'en tirer le meilleur parti.

6 § 3. Les transmissions par les voies de communication internationales ne sont effectuées, en règle générale, que par les bureaux tête de ligne. S'il y a lieu, les administrations prennent, chacune en ce qui la concerne, des dispositions pour qu'un ou plusieurs bureaux du parcours d'une voie de communication internationale importante puissent se substituer au bureau désigné comme point extrême, lorsque le travail direct entre les deux bureaux tête de ligne devient impossible.

7 § 4. En cas de dérangement ou de non utilisation, les voies de communication internationales peuvent, sur les sections nationales, être détournées en tout ou partie de leur affectation normale, à la condition que les administrations intéressées les ramènent à cette affectation dès que le dérangement a cessé ou que la demande en a été faite.

Article 4.

Entretien des voies de communication.

8 § 1. (1) Les bureaux tête de ligne des fils internationaux à grand trafic mesurent l'état électrique (isolement, résistance, etc.) de ces fils chaque fois qu'ils le jugent utile. Ils s'entendent sur le jour et l'heure de ces mesures et se communiquent les résultats de celles-ci.

9 (2) Lorsque des câbles téléphoniques interurbains sont utilisés pour l'établissement des voies de communication télégraphiques internationales à grand trafic, il est procédé aux mesures conformément aux dispositions spéciales du Règlement téléphonique.

10 § 2. En cas de dérangement des voies de communication internationales, les bureaux intéressés se communiquent mutuellement les résultats de leurs recherches, dans le but de déterminer l'endroit et la nature de l'interruption. Les administrations intéressées s'engagent à procéder le plus promptement possible à l'élimination des défauts constatés et à réparer ou à remplacer, dans la mesure du possible, et dans le plus bref délai, la section défectueuse.

CHAPITRE III.

Nature et étendue du service des bureaux.

Article 5.

Ouverture, durée et clôture du service. Heure légale.

11 § 1. Chaque administration fixe les heures pendant lesquelles les bureaux doivent rester ouverts au public.

12 § 2. Les bureaux importants, travaillant directement l'un avec l'autre, restent ouverts, autant que possible, le jour et la nuit, sans interruption.

13 § 3. Dans les bureaux à service permanent, la clôture des séances journalières est donnée à une heure établie d'accord entre les bureaux correspondants.

14 § 4. Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis tous leurs télégrammes internationaux à un bureau dont le service est plus prolongé et avant d'avoir reçu du bureau correspondant les télégrammes internationaux qui sont en instance au moment de la clôture.

15 § 5. Entre deux bureaux de pays différents communiquant directement, la clôture est demandée par celui qui se ferme à celui qui demeure ouvert, et elle est donnée par ce dernier. Lorsque les deux bureaux en relation se ferment au même moment, la clôture est demandée par celui qui appartient au pays dont la capitale a la position la plus orientale, et elle est donnée par l'autre bureau.

16 § 6. A l'exception des pays ayant deux ou plusieurs zones horaires, la même heure est adoptée par tous les bureaux du même pays. L'heure légale ou les heures légales adoptées par une administration sont notifiées aux autres administrations, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

Article 6.

Notations indiquant la nature et l'étendue du service des bureaux.

17 (1) Les notations suivantes sont employées pour indiquer, dans la nomenclature officielle des bureaux télégraphiques, la nature du service et les heures d'ouverture des bureaux:

- N bureau à service permanent (de jour et de nuit);
- N/2 bureau à service prolongé (du matin à minuit);
- R station terrestre (de radiocommunication);
- S bureau sémaphorique;
- K bureau qui admet au départ les télégrammes de toute catégorie et qui n'accepte à l'arrivée que ceux à remettre „télégraphe restant“ ou à distribuer dans l'enceinte d'une gare;
- VK bureau qui admet au départ les télégrammes de toute catégorie ou seulement ceux des voyageurs ou du personnel résidant dans la gare, et qui n'accepte aucun télégramme à l'arrivée;
- E bureau ouvert seulement pendant le séjour du chef de l'Etat ou de la cour;
- B bureau ouvert seulement pendant la saison des bains;
- H bureau ouvert seulement pendant la saison d'hiver;
- * bureau temporairement fermé.

18 (2) Les notations qui précèdent peuvent se combiner entre elles.

19 (3) Les notations B et H sont complétées, autant que possible, par l'indication des dates d'ouverture et de fermeture des bureaux temporaires dont il s'agit.

CHAPITRE IV.

Dispositions générales relatives à la correspondance.

Article 7.

Constatation de l'identité de l'expéditeur ou du destinataire.

20 L'expéditeur ou le destinataire d'un télégramme privé est tenu d'établir son identité lorsqu'il y est invité par le bureau d'origine ou celui de destination, respectivement.

CHAPITRE V.

Rédaction et dépôt des télégrammes.

Article 8.

Langage clair et langage secret. Acceptation de ces langages.

21 § 1. Le texte des télégrammes peut être rédigé en langage clair ou en langage secret, ce dernier se distinguant en langage convenu et en langage chiffré. Chacun de ces langages peut être employé seul ou conjointement avec les autres dans un même télégramme; dans ce dernier cas, le télégramme est un télégramme mixte.

22 § 2. Toutes les administrations acceptent, dans toutes leurs relations, les télégrammes en langage clair. Elles peuvent n'admettre ni au départ ni à l'arrivée les télégrammes privés rédigés totalement ou partiellement en langage secret, mais elles doivent laisser ces télégrammes circuler en transit, sauf le cas de suspension défini à l'article 27 de la Convention.

Article 9.

Langage clair.

23 § 1. Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale, chaque mot et chaque expression ayant la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent.

24 § 2. On entend par télégrammes en langage clair ceux dont le texte est entièrement rédigé en langage clair. Le caractère d'un télégramme en langage clair n'est pas changé par la présence.

25 a) de nombres écrits en lettres ou en chiffres, de groupes composés soit de lettres, soit de chiffres, à condition que ces nombres et groupes n'aient aucune signification secrète;

26 b) d'adresses conventionnelles ou abrégées;

27 c) de marques de commerce, de marques de fabrique, de désignations de marchandises, de termes techniques conventionnels servant à désigner des machines ou des pièces de machines et d'autres expressions du même genre, à condition que ces marques, désignations, termes techniques et expressions soient indiqués dans un catalogue à la disposition du public, un prix-courant, une facture, un connaissement ou un document semblable. Ces marques, désignations, termes et expressions peuvent, exceptionnellement, être composés de lettres et de chiffres;

28 d) de cours de bourse ou de marché;

29 e) de groupes représentant des observations ou prévisions météorologiques;

30 f) d'expressions abrégées d'un usage courant dans la correspondance usuelle ou commerciale, comme fob, cif, caf, svp ou toute autre analogue, dont l'appréciation appartient au pays qui expédie le télégramme;

31 g) d'un mot ou d'un nombre de contrôle placé en tête du texte dans les télégrammes de banque et ceux analogues.

32 § 3. Chaque administration désigne, parmi les langues usitées sur le territoire du pays auquel elle appartient, celles dont elle autorise l'emploi dans la correspondance télégraphique internationale en langage clair. L'usage du latin et de l'espéranto est également autorisé.

33 § 4. Le texte des télégrammes originaires ou à destination de la Chine peut être entièrement rédigé au moyen de groupes de quatre chiffres empruntés au dictionnaire télégraphique officiel de l'Administration chinoise.

Article 10.

Langage convenu.

34 § 1. (1) Le langage convenu est celui qui est formé soit de mots artificiels composés exclusivement de lettres, soit de mots réels n'ayant pas la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent et, de ce fait, ne forment pas des phrases compréhensibles dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique en langage clair, soit enfin d'un mélange de mots réels ainsi définis et de mots artificiels.

35 (2) Les mots convenus, qu'ils soient réels ou artificiels, ne doivent pas comprendre plus de cinq lettres; ils peuvent être construits librement. Ces mots ne peuvent contenir la lettre accentuée é.

36 § 2. On entend par télégrammes en langage convenu ceux dont le texte contient un ou des mots appartenant à ce langage.

37 § 3. Les télégrammes en langage convenu du régime européen sont taxés au tarif plein. Ils ne comportent pas la mention de service „CDE" dans le préambule.

38 § 4. (1) Les télégrammes en langage convenu du régime extraeuropéen sont dénommés télégrammes CDE; ils sont taxés aux 6/10 du tarif plein.

39 (2) L'agent qui accepte un télégramme CDE inscrit sur la minute la mention de service „CDE", qui est transmise en tête du préambule jusqu'à destination, conformément à l'article 41.

40 (3) Pour les télégrammes CDE dont le texte contient un ou des mots en langage convenu et des mots en langage clair et/ou des chiffres et des groupes de chiffres, le nombre de ces chiffres ou groupes de chiffres, calculé selon les règles de taxation, ne doit pas dépasser la moitié du nombre des mots taxés du texte et de la signature; si le calcul de la moitié donne comme résultat un nombre fractionnaire, celui-ci est arrondi au nombre entier immédiatement supérieur.

41 (4) Ne sont pas considérés comme télégrammes CDE:

42 a) les télégrammes en langage convenu du régime extraeuropéen dont le texte contient des chiffres ou des groupes de chiffres en nombre supérieur à la moitié des mots taxés du texte et de la signature;

43 b) les télégrammes de banque et ceux analogues rédigés en langage clair contenant un mot ou un nombre de contrôle placé en tête du texte (chiffre **31**).

44 (5) L'expéditeur d'un télégramme CDE est tenu de présenter le code d'après lequel le texte ou partie du texte du télégramme a été rédigé, si le bureau d'origine ou l'administration dont ce bureau relève lui en fait la demande. Cette disposition n'est pas applicable aux télégrammes d'Etat.

45 § 5. La taxe de transit revenant aux administrations qui n'admettent les télégrammes privés CDE qu'en transit (art. 31, § 3, de la Convention) est celle qui résulte de l'application du coefficient mentionné au chiffre **38.** Ce coefficient est également appliqué aux télégrammes d'Etat CDE terminaux (art. 31, § 1, de la Convention) dans les cas où les administrations n'admettent pas les télégrammes privés CDE en provenance ou à destination de leur propre territoire.

Article 11.

Langage chiffré.

46 § 1. Le langage chiffré est celui qui est formé:

47 1⁰ de chiffres arabes, de groupes ou de séries de chiffres arabes, ayant une signification secrète;

48 2⁰ de mots, noms, expressions ou réunions de lettres, à l'exclusion de la lettre é, ne remplissant pas les conditions du langage clair (art. 9) ou du langage convenu (art. 10).

49 § 2. Le mélange, dans un même groupe, soit de chiffres et de lettres, soit de chiffres ou de lettres et de signes de ponctuation ayant une signification secrète, n'est pas admis.

50 § 3. Ne sont pas considérés comme ayant une signification secrète les groupes visés à l'article 9, § 2.

Article 12.

Rédaction des télégrammes. Caractères pouvant être employés.

51 § 1. La minute du télégramme doit être écrite lisiblement en caractères qui ont leur équivalent dans le tableau ci-dessous des signaux télégraphiques et qui sont en usage dans le pays où le télégramme est présenté.

52 § 2. Ces caractères sont les suivants:

Lettres: A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z, É.

Chiffres: 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation: Point (.), virgule (,), deux points (:), point d'interrogation (?), apostrophe ('), trait d'union ou tiret (-).

Autres signes d'écriture: Parenthèses (), barre de fraction (/), souligné (—).

53 § 3. Tout renvoi, interligne, rature, suppression ou surcharge doit être approuvé par l'expéditeur ou par son représentant.

54 § 4. (1) Les chiffres romains sont admis tels quels, mais ils sont transmis en chiffres arabes.

55 (2) Toutefois, si l'expéditeur d'un télégramme désire que le destinataire soit informé qu'il s'agit de chiffres romains, il écrit le ou les chiffres arabes et, devant chacun de ces chiffres ou devant chaque groupe de chiffres, il intercale le mot français „romain" ou un mot correspondant dans n'importe quelle autre langue.

56 § 5. Le signe de multiplication (×), quoique n'ayant pas son équivalent dans le tableau réglementaire, est admis. La lettre X le remplace dans la transmission.

57 § 6. (1) Les expressions telles que 30a, 30ne, 1⁰, 2⁰, ⟐, 1′ (minute), 1″ (seconde), etc. ne peuvent être reproduites par les appareils; les expéditeurs doivent leur substituer un équivalent pouvant être télégraphié, soit, par exemple, pour les expressions citées ci-dessus: 30 exposant a (ou 30 a), trentaine, primo, secundo, B dans un losange, 1 minute, 1 seconde, etc.

58 (2) Toutefois, si les expressions 30a, 30b, etc., 30 bis, 30 ter, etc., 30 I, 30 II, etc., 30^1, 30^2, etc., indiquant le numéro d'habitation, figurent dans une adresse, l'agent taxateur sépare le numéro de son exposant, ou des lettres ou chiffres qui l'accompagnent, par une barre de fraction. La même règle est appliquée dans la transmission des numéros d'habitations tels que 30 A, 30 B, etc. Les expressions envisagées seront, par conséquent, transmises sous la forme ci-après: 30/a, 30/b, etc., 30/bis, 30/ter, etc., 30/1, 30/2, etc., 30/1, 30/2, etc., 30/A, 30/B, etc.

59 (3) Les nombres ordinaux composés de chiffres et de lettres: 30me, 25th, etc. sont transmis sous la forme 30 me, 25 th, etc.

Article 13.

Ordre de rangement des diverses parties d'un télégramme.

60 Les diverses parties qu'un télégramme peut comporter doivent être libellées dans l'ordre suivant: 1⁰ les indications de service taxées; 2⁰ l'adresse; 3⁰ le texte; 4⁰ la signature.

Article 14.

Libellé des indications de service taxées.

61 § 1. Indications de service taxées et formules pour leur transmission:

62 Pour les services spéciaux proprement dits:

Télégramme de ou pour la Société des Nations (chiffres **781** et **782**)	=Priorité Nations=
Urgent	=D=
Réponse payée x.	=RPx=
Collationnement	=TC=
Accusé de réception télégraphique (télégramme avec)	=PC=
Accusé de réception postal (télégramme avec)	=PCP=
Faire suivre	=FS=
Faire suivre (à partir du ou des lieux de réexpédition)	=FS de x
Télégramme réexpédié à toute autre adresse	=Réexpédié de x=
x adresses	=TMx=
Communiquer toutes les adresses	=CTA=
Exprès	=Exprès=
Exprès payé	=XP=
Poste	=Poste=
Poste recommandée	=PR=
Poste restante	=GP=
Poste restante recommandée	=GPR=
Poste-avion	=PAV=
Télégraphe restant	=TR=
Télégramme à remettre sur formulaire de luxe à l'occasion d'un événement heureux	=LX=
Télégramme à remettre sur formulaire de luxe à l'occasion d'un deuil	=LXDEUIL=
Mains propres	=MP=
Ouvert	=Ouvert=
Jour	=Jour=
Nuit	=Nuit=
Télégramme à transmettre obligatoirement par téléphone	=TFx=
x jours	=Jx=
ST auquel la réponse est donnée par lettre ordinaire	=Lettre=
ST auquel la réponse est donnée par lettre recommandée	=Lettre RCM=
Retransmission d'un radiotélégramme par les stations de bord	=RM=

63 Pour les télégrammes à tarif réduit et les télégrammes sémaphoriques:

Télégramme sémaphorique	=SEM=
Télégramme de presse	=Presse=
Télégramme météorologique	=OBS=
Télégramme différé	=LC=
Lettre-télégramme du régime européen	=ELT=
Lettre-télégramme du régime extraeuropéen	=NLT=
ou, suivant la relation	=DLT=
Télégramme de félicitations à texte libre	=XLT=

64 § 2. (1) Toute indication de service taxée prévue par le Règlement, représentant un service spécial dont l'expéditeur désire faire usage, doit être écrite sur la minute, immédiatement avant l'adresse.

65 (2) Pour les télégrammes multiples, l'expéditeur doit inscrire ces indications avant l'adresse de chaque destinataire qu'elles peuvent concerner. Toutefois, s'il s'agit d'un télégramme multiple urgent, d'un télégramme multiple sémaphorique, d'un télégramme multiple de presse, d'un télégramme multiple différé ou d'un télégramme multiple avec collationnement, il suffit que les indications correspondantes soient inscrites une seule fois et avant la première adresse.

66 § 3. Les indications de service taxées peuvent être écrites dans une forme quelconque, mais elles ne sont taxées et transmises que dans la forme abrégée prévue par le Règlement. L'agent taxateur biffe l'indication inscrite par l'expéditeur dans une autre forme que la forme réglementaire abrégée et la remplace par l'abréviation correspondante, mise entre deux doubles traits (exemple: =TC=).

67 § 4. S'il y a plusieurs indications de service taxées dans le même télégramme, les formules =D=, =SEM=, =Presse=, =LC=, =ELT=, =NLT=, =DLT= et =XLT= prennent la première place avant l'adresse. S'il s'agit d'un télégramme sémaphorique urgent ou d'un télégramme de presse urgent, la formule =D= est placée avant l'indication =SEM= ou l'indication =Presse=.

Article 15.

Libellé de l'adresse.

68 § 1. L'adresse doit comprendre toutes les indications nécessaires pour assurer la remise du télégramme au destinataire, sans recherches ni demandes de renseignements.

69 § 2. (1) Sauf dans le cas des télégrammes-mandats et des télégrammes-virements, toute adresse doit, pour être admise, contenir au moins deux mots, le premier désignant le destinataire, le second indiquant le nom du bureau télégraphique de la localité de destination.

70 (2) Lorsque cette localité n'est pas desservie par les voies de communication internationales, on applique les dispositions de l'article 62.

71 (3) L'adresse doit, pour les grandes villes, faire mention de la rue et du numéro ou, à défaut de ces indications, spécifier la profession du destinataire ou donner tous autres renseignements utiles.

72 (4) Même pour les petites localités, la désignation du destinataire doit être, autant que possible, accompagnée d'une indication complémentaire capable de guider le bureau d'arrivée.

73 § 3. Pour les télégrammes à destination de la Chine, l'emploi de groupes de quatre chiffres est admis pour désigner le nom et le domicile du destinataire.

74 § 4. Les indications de l'adresse doivent être écrites dans la langue du pays de destination ou en français; les noms de subdivisions territoriales ou de pays peuvent être écrits en conformité des indications de la nomenclature officielle des bureaux ou de leurs autres dénominations telles qu'elles sont données dans la préface de cette nomenclature. Les indications relatives aux nom, prénoms, raison sociale et domicile sont acceptées telles que l'expéditeur les a libellées.

75 § 5. (1) L'adresse peut être formée par le nom du destinataire suivi du mot „téléphone" et de l'indicatif d'appel de son raccordement téléphonique. Dans ce cas, l'adresse est libellée comme il suit: „Pauli téléphone Passy 5074 Paris", et la transmission téléphonique du télégramme au destinataire est facultative.

76 (2) Si l'expéditeur désire que son télégramme soit obligatoirement téléphoné au destinataire, il inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée =TF=, suivie de l'indicatif d'appel du raccordement téléphonique du destinataire; par exemple: =TF Passy 5074= Pauli Paris. Le bureau de destination est alors tenu de faire parvenir le télégramme par téléphone, à moins que des dispositions de l'administration dont dépend ce bureau ne s'y opposent ou que le destinataire n'ait demandé expressément que ses télégrammes ne lui soient pas remis par téléphone.

77 § 6. L'adresse peut aussi être formée par le nom du destinataire et le muméro de sa boîte (case) postale. Dans ce cas, l'adresse est libellée comme il suit: „Pauli boîte (ou case) postale 275 Paris".

78 § 7. Lorsqu'un télégramme est adressé à une personne chez une autre, l'adresse doit comprendre, immédiatement après la désignation du véritable destinataire, l'une des mentions „chez", „aux soins de" ou toute autre équivalente.

79 § 8. L'adresse des télégrammes adressés „poste restante" ou „télégraphe restant" doit indiquer le nom du destinataire, complété, autant que possible, par son prénom ou par ses initiales; l'emploi d'initiales seules, de chiffres, de simples prénoms, de noms supposés ou de marques conventionnelles quelconques n'est pas admis dans l'adresse de ces correspondances.

80 § 9. (1) Les télégrammes peuvent être adressés et remis aux voyageurs dans les trains. A cet effet, l'expéditeur doit indiquer dans l'adresse, outre le nom destinataire et le nom du bureau télégraphique de destination:

81 1⁰ le nom de la gare dans laquelle le train s'arrête;

82 2⁰ le numéro ou le nom du train ou, à défaut, l'heure précise de l'arrivée ou du départ du train et le lieu de départ et de destination de celui-ci.

83 (2) Dans les télégrammes comportant une telle adresse, seule l'indication de service taxée =D= est admise.

84 (3) Les administrations qui instituent ce service le font connaître aux autres administrations, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

85 (4) Les télégrammes à distribuer dans les trains ne sont acceptés qu'aux risques et périls de l'expéditeur.

86 § 10. L'adresse peut être écrite sous une forme conventionnelle ou abrégée. Toutefois, la faculté pour un destinataire de se faire remettre un télégramme dont l'adresse est ainsi formée est subordonnée à un arrangement entre ce destinataire et le bureau télégraphique d'arrivée.

87 § 11. Lorsque, dans la localité de destination, la distribution des télégrammes est assurée concurremment par des bureaux relevant soit de l'administration, soit d'exploitations privées, si l'un d'eux reçoit un télégramme avec une adresse conventionnelle inconnue de lui, il doit, sans délai, s'enquérir du développement de cette adresse auprès des autres bureaux qui, le cas échéant, sont tenus de le lui communiquer.

88 § 12. (1) Le nom du bureau télégraphique de destination doit être placé à la suite des indications de l'adresse qui servent à désigner le destinataire et, le cas échéant, son domicile; il doit être écrit tel qu'il figure dans la première colonne de la nomenclature officielle des bureaux. Il peut, toutefois, être complété par les indications destinées à le distinguer d'autres bureaux de la localité (chiffre **126**).

89 (2) Ce nom ne peut être suivi que du nom de la subdivision territoriale ou de celui du pays, ou bien de ces deux noms. Dans ce dernier cas, c'est le nom de la subdivision territoriale qui doit suivre immédiatement celui du bureau destinataire.

90 § 13. (1) Lorsque le nom de la localité donné comme destination, ou celui de la station terrestre désignée pour la transmission d'un radiotélégramme n'est pas mentionné dans la nomenclature officielle y relative, l'expéditeur doit obligatoirement écrire, à la suite de ce nom, soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du pays de destination, soit ces deux indications ou toute autre indication qu'il juge suffisante pour l'acheminement de son télégramme. Il en est de même lorsqu'il existe plusieurs bureaux du nom indiqué et que l'expéditeur n'est pas en mesure de donner des renseignements positifs permettant de définir la désignation officielle de la localité.

91 (2) Dans l'un comme dans l'autre cas, le télégramme n'est accepté qu'aux risques et périls de l'expéditeur. La réunion en une seule expression du nom du bureau de destination avec le nom de la subdivision territoriale et/ou la désignation du pays de destination est considérée comme indiquant que le télégramme a été ainsi accepté.

92 § 14. Les télégrammes dont l'adresse ne satisfait pas aux conditions prévues aux chiffres **69, 79** et **90** sont refusés.

93 § 15. Dans tous les cas d'insuffisance de l'adresse, les télégrammes ne sont acceptés qu'aux risques et périls de l'expéditeur, si celui-ci persiste à en demander l'expédition; de toute manière, l'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance de l'adresse.

Article 16.

Libellé du texte.

94 § 1. Le texte des télégrammes doit être libellé conformément aux dispositions des articles 8, 9, 10, 11 et 12 du présent Règlement.

95 § 2. Les télégrammes ne comportant que l'adresse ne sont pas admis.

Article 17.

Libellé de la signature; légalisation.

96 § 1. La signature n'est pas obligatoire; elle peut être libellée par l'expéditeur sous une forme quelconque.

97 § 2. L'expéditeur a la faculté de comprendre dans son télégramme la légalisation de sa signature, si cette légalisation a été faite par une autorité compétente, selon les lois du pays d'origine. Il peut faire transmettre cette légalisation, soit textuellement, soit sous la formule: „signature légalisée par...". La légalisation prend place après la signature du télégramme.

98 § 3. Le bureau de dépôt vérifie l'authenticité de la légalisation. Il doit refuser l'acceptation et la transmission de la légalisation si elle n'a pas été faite selon les lois du pays d'origine.

CHAPITRE VI.

Compte des mots.

Article 18.

Dispositions applicable à toutes les parties d'un télégramme.

99 § 1. (1) Tout ce que l'expéditeur écrit sur sa minute pour être transmis est taxé et, en conséquence, compris dans le nombre de mots, excepté l'indication de la voie.

100 (2) Ne sont ni taxés ni transmis:

101 a) les tirets qui ne servent qu'à séparer sur la minute les différents mots ou groupes;

102 b) les signes de ponctuation isolés, sauf si l'expéditeur a demandé formellement leur transmission.

103 (3) Lorsque des signes de ponctuation, au lieu d'être employés isolément, sont répétés à la suite les uns des autres, ils sont taxés comme des groupes de chiffres (chiffres **116** et **118**).

104 § 2. (1) Les mentions de service constituant le préambule (art. 41) ne sont pas taxées.

105 (2) L'expéditeur peut insérer ces mentions, en tout ou en partie, dans le texte de son télégramme. Elles entrent alors dans le compte des mots taxés.

106 § 3. La légalisation de la signature, telle qu'elle est transmise, entre dans le compte des mots taxés.

107 § 4. Lors de l'acceptation d'un télégramme de plus de cinquante mots, l'agent taxateur marque d'une croix[1]) le dernier mot de chaque tranche de cinquante mots réels (indépendamment des règles de taxation), les indications de service taxées et les mots de l'adresse étant compris dans la première tranche.

108 § 5. Sont comptés pour un mot dans tous les langages:

109 a) chacune des indications de service taxées telles qu'elles figurent aux chiffres **62** et **63**, dans la seconde colonne;

110 b) dans les télégramme-mandats, le nom du bureau postal d'émission, le nom du bureau postal payeur et celui de la localité où réside le bénéficiaire; dans les télégrammes-virements, le nom du bureau de chèques postaux d'origine et du bureau de chèques postaux destinataire. En tant qu'elle est applicable aux télégrammes-mandats, l'agent taxateur doit s'en tenir à la disposition du chiffre **128;**

111 c) toute lettre et tout chiffre izsolés ainsi que tout signe de ponctuation isolé, transmis à la demande formelle de l'expéditeur (§ 1);

112 d) la parenthèse (les deux signes servant à la former);

113 e) la barre de fraction (sauf dans les cas visés aux chiffres **118** et **129**);

114 f) le souligné, sans égard à sa longueur.

115 § 6. Les mots séparés ou réunis par une apostrophe, par un trait d'union ou par une barre de fraction, sont respectivement comptés comme des mots isolés.

116 § 7. (1) Les groupes de chiffres, les groupes de lettres, les nombres ordinaux composés de chiffres et de lettres sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq caractères, plus un mot pour l'excédent.

117 (2) Les désignations de rues et d'habitations, composées de chiffres et de lettres, sont comptées pour autant de mots qu'elles contiennent de fois cinq caractères, plus un mot pour l'excédent.

118 § 8. Sont comptés pour un chiffre ou une lettre, dans le groupe où ils figurent, les points, les virgules, les deux points et les tirets ainsi que les barres de fraction (sauf l'exception visée au chiffre **129**). Il en est de même des lettres ou des chiffres ajoutés à un numéro d'habitation dans une adresse, même quand il s'agit d'une adresse figurant dans le texte ou dans la signature d'un télégramme.

119 § 9. (1) Les réunions ou altérations de mots du langage clair contraires à l'usage de la langue à laquelle ils appartiennent ne sont pas admises.

120 (2) Toutefois, les noms patronymiques appartenant à une même personne, les désignations complètes de lieux, places, boulevards, rues et autres voies publiques, les noms de navires, les désignations d'aéronefs et de trains de chemins de fer ou les désignations analogues, les mots composés dont, le cas échéant, l'admission peut être justifiée, les nombres entiers, les fractions, les nombres décimaux ou fractionnaires écrits en toutes lettres, peuvent être groupés en un seul mot, qui est compté conformément aux prescriptions de l'article 20, § 1 ou § 5.

121 (3) Il en est de même pour les nombres écrits en toutes lettres, dans lesquels les chiffres sont indiqués isolément ou par groupes, par exemple: trentetrente au lieu de troismilletrente ou sixquatresix au lieu de sixcentquarantesix.

122 § 10. Le compte des mots du bureau ou de la station mobile d'origine est décisif, tant pour la transmission que pour les comptes internationaux.

Article 19.

Compte des mots de l'adresse.

123 § 1. Sont comptés pour un mot dans l'adresse:

124 a) le nom du bureau télégraphique ou de la station terrestre, ou de la station mobile de destination, écrit tel qu'il figure dans la première colonne des nomenclatures officielles et complété par toutes les indications qui figurent dans cette colonne;

125 b) le nom du bureau télégraphique de destination ou celui de la station terrestre, complété soit par la désignation du pays ou de la subdivision territoriale, ou par l'une et l'autre, soit par toute autre indication, lorsque ce nom n'est pas encore publié dans les nomenclatures officielles (chiffre **90**);

126 c) le nom du bureau télégraphique de destination, complété par les indications destinées à le distinguer d'autres bureaux de la localité. Exemples: Bordeaux-Saint Projet; Berlin W 66;

127 d) respectivement, les noms de subdivisions territoriales ou de pays s'ils sont écrits en conformité des indications desdites nomenclatures, ou de leurs autres dénominations telles qu'elles sont données dans la préface de ces nomenclatures.

128 § 2. Lorsque les différentes parties de chacune des expressions visées respectivement aux chiffres **124** à **127** et comptées pour un mot ne sont pas groupées, l'agent taxateur réunit ces différentes parties en un seul mot.

129 § 3. La barre de fraction n'est pas comptée pour un caractère dans le groupe de chiffres ou de chiffres et de lettres constituant un numéro d'habitation, alors même que l'expéditeur l'aurait écrite sur sa minute (chiffre **58**).

130 § 4. Tout autre mot de l'adresse est compté pour autant de mots qu'il contient de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent, s'il y a lieu, même lorsqu'il s'agit d'un télégramme dont le texte est rédigé en langage secret ou mixte clair-secret.

Article 20.

Compte des mots du texte.

131 § 1. (1) Dans les télégrammes dont le texte est rédigé exlusivement en langage clair, chaque mot simple ou chaque groupement de mots autorisé (chiffre **120**) est compté pour autant de mots qu'il contient de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent.

[1]) A transmettre comme „double trait" (chiffre **293**).

132 (2) Les marques de commerce et les autres désignations visées au chiffre **27**, formées d'un groupe de lettres ou d'un groupe de lettres et de chiffres, sont comptées pour autant de mots qu'elles contiennent de fois cinq caractères, plus un mot pour l'excédent. Si l'une de ces marques ou désignations est exprimée par un mot reél, elle est considérée, pour le compte des mots, comme un mot du langage clair.

133 (3) Dans les télégrammes météorologiques, la lettre X est comptée pour un chiffre dans le groupe de chiffres où elle figure.

134 (4) Le signe de multiplication (×), remplacé en cours de transmission par la lettre X (chiffre **56**), est compté pour un caractère dans le groupe où il figure.

135 (5) Sont traités comme il est prescrit au chiffre **131**, les télégrammes de banque et ceux analogues dont le texte, rédigé en langage clair, comprend un mot ou un nombre de contrôle placé en tête du texte. Toutefois, la longueur du mot ou du nombre de contrôle ne peut excéder cinq lettres ou cinq chiffres.

136 § 2. Les noms de bureaux télégraphiques et de stations terrestres et mobiles tels qu'ils sont définis à l'article 15, § 13, et à l'article 19, § 1, les noms de viles, de pays et de subdivisions territoriales, peuvent être groupés en un seul mot, qui est compté conformément aux prescriptions du chiffre **131.**

137 § 3. Dans le langage convenu tel qu'il est défini à l'article 10, chaque mot ne peut comporter que cinq lettres au maximum.

138 § 4. Dans les télégrammes rédigés exclusivement en langage chiffré, chacun des mots, noms, etc. visés au chiffre **48** est compté pour autant de mots qu'il contient de fois cinq caractères, plus un mot pour l'excédent.

139 § 5. Dans les télégrammes mixtes (chiffre **21**), chaque mot clair, chaque groupement de mots autorisé, chaque groupe de chiffres ou de lettres et chacun des mots, noms, etc. visés au chiffre **48**, sont comptés respectivement pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq caractères, plus un mot pour l'excédent.

Article 21.

Compte des mots de la signature.

140 § 1. (1) Chaque mot de la signature est compté pour autant de mots qu'il contient de fois quinze caractères, plus un mot pour l'excédent, même lorsqu'il s'agit d'un télégramme dont le texte est rédigé en langage secret ou mixte.

141 (2) Toutefois, lorsque dans la signature figure un mot de convention qui ne constitue pas une adresse enregistrée (chiffre **86**), ce mot est taxé par cinq caractères ou fraction de cinq caractères en excédent.

142 § 2. Les noms de bureaux télégraphiques et de stations terrestres et mobiles tels qu'ils sont définis à l'article 15, § 13, et à l'article 19, § 1, les noms de villes, de pays et de subdivisions territoriales, peuvent être groupés en un seul mot, qui est compté conformément aux prescriptions du chiffre **131.**

Article 22.

Indication du nombre des mots dans le préambule.

143 § 1. En cas de différence entre le nombre des mots établi suivant les règles de la taxation et celui des mots réels (y compris les lettres et chiffres isolés, les groupes de lettres et de chiffres et les signes de ponctuation et autres), on emploie, sauf en ce qui concerne les télégrammes de service et les avis de service non taxés, une fraction dont le numérateur indique le nombre des mots établi suivant les règles de la taxation et le dénominateur celui des mots réels.

144 § 2. Cette disposition s'applique notamment:

145 1⁰ au cas où un télégramme en langage clair contient des mots de plus de 15 caractères;

146 2⁰ au cas où un télégramme dont le texte est en langage convenu comprend des mots clairs de plus de 5 lettres;

147 3⁰ aux groupes de chiffres ou de lettres comportant plus de 5 caractères;

148 4⁰ au cas où un télégramme mixte contient des mots ou groupes qui dépassent la longueur unitaire;

149 5⁰ au cas visé au chiffre **141.**

Article 23.

Irrégularités dans le compte des mots. Redressement éventuel d'erreurs.

150 § 1. Par exception à la règle générale stipulée au chiffre **122**, lorsqu' un télégramme en langage clair ou la partie en langage clair d'un télégramme mixte contient des réunions ou des altérations de mots d'une langue autre que celle ou celles du pays d'origine, contraires à l'usage de cette langue, les administrations ont le droit de prescrire que le bureau d'arrivée recouvre sur le destinataire le montant de la taxe perçue en moins. Lorsqu'il est fait usage de ce droit, le bureau d'arrivée peut ne pas remettre le télégramme si le destinataire refuse de payer.

151 § 2. Les administrations qui font usage de la disposition ci-dessus en informent les autres administrations, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

152 § 3. Dans le cas de refus de payement, un avis de service ainsi conçu est adressé au bureau de départ: „A Wien Paris 18 1710 (date et heure de dépôt) = 456 dixhuit Lemoine (numéro du télégramme, date en toutes lettres, nom du destinataire) en dépôt (si le télégramme a été retenu jusqu'à la perception du complément de taxe) (reproduire les mots réunis abusivement ou altérés) ... mots (indiquer pour combien de mots on aurait dû taxer)". Si l'expéditeur, dûment avisé du motif de non remise, consent à payer le complément, un avis de service ainsi conçu est adressé au bureau destinataire: „A Paris Wien 18 1940 (date et heure de dépôt) = 456 dixhuit Lemoine (numéro du télégramme, date en toutes lettres, nom du destinataire) complément perçu". Dès la réception de cet avis de service, le bureau d'arrivée remet le télégramme, si celui-ci a été retenu.

153 § 4. Pour l'application du présent article, ainsi que des chiffres **108** à **118**, **122**, **128** et de l'article 20, un navire est considéré comme faisant partie du territoire du gouvernement duquel il relève.

154 § 5. Lorsque l'administration d'origine constate qu'une taxe insuffisante a été perçue pour un télégramme, elle peut recouvrer le complément sur l'expéditeur, et elle opère de même lorsque les irrégularités lui sont signalées par une administration de transit ou par celle d'arrivée. Dans ces cas, et si la perception des taxes peut avoir lieu, les quotes-parts de taxes sont dues aux différentes administrations intéressés.

155 § 6. Aucun bureau de transit ne peut surseoir à l'acheminement du télégramme, et, sauf dans les cas prévus au chiffre **150** et à l'article 51, aucun bureau de destination ne peut surseoir à la remise.

156 § 7. Lorsque le bureau d'arrivée constate qu'un télégramme différé libellé dans une langue autre que celle ou celles du pays d'origine, ne remplit pas les conditions fixées aux chiffres **721** à **723**, ou qu'un télégramme différé ne remplit pas les conditions fixées aux chiffres **725**, **726** et **729**, il peut percevoir sur le destinataire un complément de taxe égal à la différence entre le prix d'un télégramme à plein tarif et celui d'un télégramme différé.

157 § 8. Les mêmes dispositions sont applicables aux lettres-télégrammes et aux télégrammes de félicitations.

158 § 9. Lorsque le bureau d'arrivée constate qu'un télégramme de presse ne remplit pas les conditions fixées aux chiffres **669**, **671**, **682** à **686** et **689**, il peut percevoir sur le destinataire un complément de taxe égal à la différence entre le prix d'un télégramme à plein tarif et celui d'un télégramme de presse.

159 § 10. Si le destinataire refuse de payer les taxes, il est fait application des dispositions des chiffres **150** et **152.**

Article 24.

Exemples de compte des mots.

160 Les exemples suivants déterminent l'interprétation des règles à suivre pour compter les mots:

	Nombre de mots	
	dans l'adresse	dans le texte et dans la signature
New York[1])	1	2
Newyork	1	1
Frankfurt Main[1])	1	2
Frankfurtmain	1	1
Sanct Pölten[1])	1	2
Sanctpölten	1	1
Emmingen Kr Fallingbostel-Soltau [1]) [2])	1	4
Emmingenkrfallingbostelsoltau (29 signes)	1	2
Emmingen Wuertt[1])[2])	1	2
Emmingenwuertt	1	1
New South Wales[1])	1	3
Newsouthwales	1	1
Abescot[3])	—	2
=RP 2,50= (indication de service taxée)	1	—
=Réexpédié de Tokio= (indication de service taxée)	1	—
=TF Passy 5074=	1	—

	Nombre de mots
Van de Brande	3
Van debrande	2
Vandebrande	1
Du Bois	2
Dubois (nom de personne)	1
Belgrave Square	2
Belgravesquare	1
Hyde Park	2
Hydepark	1
Hydepark square	2
Hydeparksquare	1
Saint James street	3
Saintjames street	2
Saintjamesstreet (16 caractères)	2
Stjamesstreet	1
5th Avenue	2
332nd Street	2
East 36 street	3
East thirtysix street	3
East thirtysixstreet	2
Rue de la paix	4
Rue dela paix	3
Rue de lapaix	3
Rue delapaix	2
Ruedelapaix	1
Boulevarditaliens (17 caractères)	2
Boulevarddesitaliens (20 caractères)	2
Bditaliens	1
Corso Umberto	2
Corsoumberto	1
Corso Carlo Felice	3
Corso Carlofelice	2
Corsocarlofelice (16 caractères)	2
Numéros d'habitations.	
5 bis (transmettre dans l'adresse 5/bis)	1
15 A ou 15a (transmettre dans l'adresse 15/a)	1
15-3 ou 15³ (transmettre dans l'adresse 15/3)	1
15 bpr (transmettre dans l'adresse 15/bpr) (5 caractères)	1
15/3h 1 (transmettre dans l'adresse 15/3/h/1) (5 caractères)	1
15 bis/4 (transmettre dans l'adresse 15/bis/4) (6 caractères)	2
A 15 (transmettre dans l'adresse A/15)	1
1021 A/5 (transmettre dans l'adresse 1021/A/5) (6 caractères)	2
19 B/4 ög (transmettre dans l'adresse 19/B/4/og) (6 caractères)	2
Two hundred and thirty four	5
Twohundredandthirtyfour (23 caractères)	2
Trois deuxtiers	2
Troisdeuxtiers	1
Troisneufdixièmes (17 caractères)	2
Sixfoursix (au lieu de 646)	1
Quatorzevingt (au lieu de 1420)	1
Eentweezes (au lieu de 126)	1
Einzweivier (au lieu de 124)	1
Un deux quatre (trois chiffres différents)	3
Deux mille cent quatre-vingt-quatorze	6
Deuxmillecentquatrevingtquatorze (32 caractères)	3
Responsabilité (14 caractères)	1
Incompréhensible (16 caractères)	2
Wie geht ' s[4])	4
Wie geht's	3
Wie gehts[5])	2
a - t - il[4])	5
a - t - il	3
c ' est - à - dire[4])	7
c'est-à-dire	4
aujourd'hui	2
aujourdhui	1
porte-monnaie	2
portemonnaie	1
Prince of Wales	3
Princeofwales (navire)	1
3/4 8 (un groupe, 4 caractères)	1
44 1/2 (5 caractères)	1
444 1/2 (6 caractères)	2
444,5 (5 caractères)	1
444,55 (6 caractères)	2

[1]) Dans l'adresse, ces diverses expressions sont groupées par l'agent taxateur.

[2]) Noms de bureaux, conformes aux indications de la première colonne de la nomenclature officielle des bureaux télégraphiques.

[3]) Voir chiffre **141.**

[4]) L'agent taxateur souligne d'un petit trait le ou les signes de ponctuation (chiffre 52) dont la transmission est demandée, afin d'attirer l'attention de l'agent transmetteur.

[5]) Liaison consacrée par l'usage.

	Nombre de mots
44/2 (4 caractères)	1
44/ (3 caractères)	1
27th	1
17me	1
233rd	1
2% (4 caractères)	1
2 p%	3
2‰ (5 caractères)	1
2 p‰	3
54-58 (5 caractères)	1
10 francs 50 centimes (ou) 10 fr. 50 c.	4
10 fr. 50	3
fr. 10,50	2
dlrs	1
dols	1
dols 50	2
L 10	2
£ 10 (transmettre L 10)	2
tenpounds (réunion abusive)	2
threeandsix	1
stlg	1
dixcinquante	1
troispointquarante (3.40) (18 caractères)	2
11 h. 30	3
11,30	1
huit/10	2
5/douzièmes	2
May/August	3
15×6 (transmettre 15×6)	3
15×6 (sans espaces)	1
E.	1
Emvchf (marque de commerce, etc.)	2
GHF	1
G H F	3
G. H. F. (trois groupes de 2 caractères)	3
AP/M (transmettre AP/M) (marque de commerce) (4 caractères)	1
GHF45 (marque de commerce) (5 caractères)	1
G H F 45	4
G. H. F. 45	4
Ghfquarantecinq (marque de commerce) (15 caractères)	3
197a/199a (transmettre 197a/199a) (marque de commerce) (9 caractères)	2
3/M (transmettre 3/M) (marque de commerce)	1
21070A(1) (marque de commerce) (un groupe de 6 caractères, une parenthèse et un nombre)	4
21070A1 (7 caractères)	2
D1003 (désignation d'aéronef)	1
Detausenddrei (désignation d'aéronef)	1
D/12 ou D12 (désignation d'un train de chemin de fer)	1
L'affaire est urgente, partir sans retard (7 mots, 2 soulignés)	9
L'affaire est urgente, partir sans retard (7 mots, 2 soulignés, 1 signe)	10
Reçu indirectement de vos nouvelles (assez mauvaises) télégraphiez directement (9 mots, 1 parenthèse)	10

CHAPITRE VII.

Tarifs et taxation.

Article 25.

Régime européen et régime extra-européen.

161 § 1. Les télégrammes sont, en ce qui concerne l'application des taxes et de certaines règles de service, soumis soit au régime européen, soit au régime extra-européen.

162 § 2. Le régime européen comprend tous les pays d'Europe, ainsi que l'Algérie et les contrées situées hors de l'Europe qui sont déclarées, par les administrations respectives, comme appartenant à ce régime.

163 § 3. Le régime extra-européen comprend tous les pays autres que ceux visés au paragraphe précédent.

164 § 4. Un télégramme est soumis aux règles du régime européen lorsqu'il emprunte exclusivement les voies de communication de pays appartenant à ce régime.

165 § 5. Les gourvernements qui ont, en dehors de l'Europe, des voies de communication pour lesquelles ils ont adhéré à la Convention, déclarent quel est, du régime européen ou extra-européen, celui qu'ils entendent leur appliquer. Cette déclaration résulte de l'inscription dans les tableaux des taxes ou est notifiée ultérieurement, par l'intermédiaire du Bureau de l'Union.

Article 26.

Composition du tarif.

166 § 1. Le tarif pour la transmission télégraphique ou radioélectrique des correspondances internationales se compose:

167 a) des taxes terminales des administrations d'origine et de destination;

168 b) des taxes de transit des administrations intermédiaires dans les cas où les territoires, les installations ou les voies de communication de ces administrations sont empruntés pour la transmission des correspondances;

169 c) le cas échéant, de la taxe de transit afférente à chacune des deux stations assurant une transmission radioélectrique ou aux câbles assurant une transmission sous-marine.

170 § 2. Les tarifs résultant de l'application des dispositions du § 1 aux correspondances échangées entre les bureaux de deux quelconques des pays de l'Union doivent être égaux par la même voie et dans les deux sens.

171 § 3. Le tarif est établi par mot pur et simple. Toutefois:

172 a) pour les télégrammes du régime européen, il est perçu un minimum de taxe de cinq mots, sauf pour les lettres-télégrammes et les télégrammes de félicitations. Toutefois, chaque administration a la faculté d'imposer un minimum de taxe ne dépassant pas un franc cinquante (1 fr. 50)[1]) par télégramme, lorsque la taxe de cinq mots est inférieure à 1 fr. 50, ou, en se conformant aux articles 30 et 31, de percevoir la taxe dans la forme qui lui conviendra;

173 b) pour les télégrammes CDE et pour les télégrammes différés, il est obligatoirement perçu un minimum de taxe de cinq mots.

174 § 4. Toute administration qui fournit une voie de communication internationale directe de transit peut exiger des administrations terminales la garantie d'un revenu minimum de taxes de transit.

[1]) Il s'agit ici, comme d'ailleurs dans tout le Règlement, du franc-or tel qu'il est défini à l'article 32 de la Convention.

Article 27.

Fixation des taxes élémentaires du régime européen.

175 § 1. (1) Dans la correspondance du régime européen, les taxes sont fixées conformément au tableau A publié par le Bureau de l'Union. Toutefois, ces taxes ne doivent pas être supérieures à:

176 a) onze centimes (0 fr. 11), taxe terminale, et six centimes et demi (0 fr. 065), taxe de transit, pour les pays suivants: Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pologne;

177 b) trente-deux centimes (0 fr. 32), taxe terminale, et vingt-sept centimes et demi (0 fr. 275), taxe de transit, pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes;

178 c) dix-huit centimes (0 fr. 18), taxe terminale, et treize centimes et demi (0 fr. 135), taxe de transit, pour la Turquie;

179 d) huit centimes et demi (0 fr. 085), taxe terminale, et six centimes et dem (0 fr. 065), taxe de transit, pour les autres pays d'Europe.

180 (2) Exceptionnellement et transitoirement, pour la Bulgarie, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, la taxe terminale est fixée à neuf centimes (0 fr. 09). La taxe de transit de ces pays est fixée à six centimes et demi (0 fr. 065).

181 § 2. (1) Pour le trafic échangé radioélectriquement entre des pays du régime européen, la taxe radioélectrique visée au chiffre **169** ne peut être inférieure au montant des taxes télégraphiques qui seraient dues aux administrations de transit pour le même trafic échangé par la voie télégraphique la moins coûteuse.

182 (2) Quand les relations ont lieu entre deux stations radioélectriques d'Etat, l'ensemble des taxes de transit est partagé entre elles par moitié. Quand une ou plusieurs stations radioélectriques d'Etat intermédiaires situées sur la voie télégraphique la moins coûteuse interviennent, les taxes de transit sont partagées de la même manière pour chaque section.

183 § 3. Quand les stations intermédiaires empruntées ne sont pas situées sur la voie télégraphique la moins coûteuse, la taxe à percevoir sur l'expéditeur, laquelle ne peut être inférieure à la taxe perçue par la voie télégraphique la moins coûteuse, est fixée et partagée d'accord entre les administrations intéressées, étant entendu que les taxes terminales restent celles normalement appliquées.

184 § 4. (1) Dans le régime européen, toutes les administrations ont la faculté de réduire leurs taxes terminales ou de transit. Toutefois, ces modifications doivent avoir pour but et pour effet, non point de créer une concurrence de taxes entre les voies existantes, mais bien d'ouvrir au public, à taxes égales, autant de voies que possible.

185 (2) Les combinaisons de taxes doivent être réglées de façon que la taxe terminale de départ soit toujours la même, quelle que soit la voie suivie, et qu'il en soit de même pour la taxe terminale d'arrivée.

186 (3) Les tarifs résultant de ces modifications doivent être notifiés au Bureau de l'Union, en vue de leur insertion dans le tableau A.

187 § 5. La taxe à percevoir entre deux pays du régime européen est toujours et par toutes les voies la taxe de la voie active qui, par l'application des taxes élémentaires et, le cas échéant, des taxes des parcours des câbles ou des taxes radioélectriques, résultant du tableau A, a donné le chiffre le moins élevé, sauf les cas prévus aux chiffres **183** et **188.**

188 § 6. Toutefois, si l'expéditeur, profitant de la faculté qui lui est attribuée par l'article 47, a indiqué la voie à suivre, il doit payer la taxe correspondant à cette voie.

Article 28.

Fixation des taxes élémentaires du régime extra-européen.

189 § 1. Dans la correspondance du régime extra-européen, les taxes terminales et de transit sont fixées conformément au tableau B publié par le Bureau de l'Union. Toutefois, les taxes des pays compris dans le régime européen, à l'exception de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, ne doivent pas être supérieures à:

190 a) vingt centimes (0 fr 20), taxe terminale, et quinze centimes (0 fr. 15), taxe de transit, pour l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Pologne et la Turquie[1]);

191 b) quinze centimes (0 fr. 15), taxe terminale, et douze centimes (0 fr. 12), taxe de transit, pour tous les autres pays.

192 § 2. Dans le régime extra-européen, toutes les administrations européennes ont le droit de modifier, dans les limites des maxima autorisés, et toutes les administrations extra-européennes ont le droit de modifier leurs taxes terminales et de transit pour tout ou partie de leurs relations, à condition que les taxes terminales ainsi fixées soient applicables à toutes les voies à suivre entre deux mêmes pays.

193 § 3. (1) Dans le régime extra-européen, chaque administration désigne à ses propres bureaux les voies dont les taxes sont applicables aux télégrammes déposés par les expéditeurs sans aucune indication de voie. Lorsque la voie désignée par l'administration n'est pas la moins coûteuse, l'administration de départ a l'obligation de faire mentionner l'indication de cette voie dans le préambule des télégrammes, quand c'est nécessaire pour assurer l'acheminement régulier de ces télégrammes.

194 (2) Pour les télégrammes déposés avec une indication de voie, on applique les dispositions du chiffre **188**.

Article 29.

Délai d'application des taxes nouvelles.

195 § 1. Toute taxe nouvelle, toutes modifications d'ensemble ou de détail concernant les tarifs ne sont exécutoires que 15 jours après leur notification[2]) par le Bureau de l'Union, jour de dépôt non compris, et ne sont mises en application qu'à partir du 1er ou du 16 qui suit le jour d'expiration de ce délai.

196 § 2. (1) Le délai de 15 jours est réduit à 10 jours pour les modifications ayant pour but d'égaliser des taxes aux taxes de voies concurrentes déjà notifiées.

197 (2) Toutefois, pour les radiotélégrammes originaires des stations mobiles, les modifications aux tarifs télégraphiques ne sont exécutoires qu'un mois après les délais fixés au chiffre **195**.

198 § 3. Les dispositions des paragraphes ci-dessus, n'admettent aucune exception.

Article 30.

Faculté d'arrondir les taxes.

199 § 1. Les taxes à percevoir en vertu des articles 25 à 29 peuvent être arrondies en plus ou en moins, soit après application des taxes normales par mot fixées d'après les tableaux publiés par le Bureau de l'Union, soit en augmentant ou en diminuant ces taxes normales d'après les convenances monétaires ou autres du pays d'origine.

200 § 2. Les modifications opérées en exécution du chiffre **199** ne s'appliquent qu'à la taxe perçue par le bureau d'origine et ne portent point altération à la répartition des taxes revenant aux autres administrations intéresées. Elles doivent être réglées de telle manière que l'écart entre la taxe à percevoir pour un télégramme de quinze mots et la taxe exactement calculée d'après les tableaux au moyen des équivalents du franc-or, fixés en conformité des dispositions de l'article 31, ne dépasse pas le quinzième de cette dernière taxe, c'est-à-dire la taxe réglamentaire d'un mot.

[1]) Il est admis que la France et l'Italie peuvent provisoirement et transitoirement élever jusqu'à vingt-deux centimes (0 fr. 22) leurs taxes terminales, et que l'Allemagne et l'Espagne peuvent provisoirement et transitoirement conserver leurs taxes de transit en vigueur à la date de la signature du présent Règlement.

[2]) S'il y a plusieurs notifications, la date de la première est seule à considérer pour le calcul du délai.

Article 31[1]).

Fixation d'équivalents monétaires.

201 § 1. A l'effet d'assurer l'uniformité de taxe prescrite au chiffre **170**, les pays de l'Union fixent, pour la perception de leurs taxes, un équivalent dans leur monnaie respective, se rapprochant aussi près que possible de la valeur du franc-or.

202 § 2. Chaque pays notifie directement au Bureau de l'Union l'équivalent qu'il a choisi. Le Bureau de l'Union dresse un tableau des équivalents et le transmet à toutes les administrations de l'Union.

203 § 3. L'équivalent du franc-or peut subir dans chaque pays des modifications correspondant à la hausse ou à la baisse de la valeur de la monnaie de ce pays. L'administration qui modifie son équivalent fixe le jour à partir duquel elle percevra les taxes d'après son nouvel équivalent; elle en donne avis au Bureau de l'Union, qui en informe toutes les administrations de l'Union.

CHAPITRE VIII.

Perception des taxes.

Article 32.

Perception au départ; perception à l'arrivée.

204 § 1. La perception des taxes a lieu au départ, sauf dans les cas prévus au présent Règlement, où elle est faite sur le destinataire.

205 § 2. L'expéditeur d'un télégramme international a le droit d'en demander reçu avec mention de la taxe perçue. L'administration d'origine a la faculté de percevoir, de ce chef, une rétribution à son profit, dans les limites de vingt-cinq centimes (0 fr. 25).

206 § 3. Lorsqu'il doit y avoir perception à l'arrivée, le télégramme n'est délivré au destinataire que contre payement de la taxe due, sauf quand le Règlement en dispose autrement (art. 59, 60 et 62).

207 § 4. Si la taxe à percevoir à l'arrivée n'est pas recouvrée, la perte est supportée par l'administration d'arrivée, à moins d'arrangements spéciaux conclus conformément à l'article 13 de la Convention.

208 § 5. Les administrations télégraphiques prennent toutefois, autant que possible, les mesures nécessaires en faisant au besoin verser des arrhes par l'expéditeur, pour que les taxes à percevoir à l'arrivée et qui n'auraient pas été acquittées par le destinataire par suite de son refus ou de l'impossibilité de le trouver, soient recouvrées sur l'expéditeur, sauf quand le Règlement en dispose autrement (art. 60, § 4).

Article 33.

Interdiction d'accorder des rabais. Sanctions.

209 Les administrations de l'Union se réservent le droit de prendre des sanctions à l'égard des exploitations privées qui, directement ou par l'intermédiaire de leurs agents ou sous-agents, accorderaient aux expéditeurs ou aux destinataires, d'une manière quelconque (par mot, par télégramme, sous forme de primes, etc.), des rabais ayant pour effet de réduire les taxes notifiées au Bureau de l'Union. Ces sanctions peuvent comporter la suspension du service avec ces exploitations.

Article 34.

Erreurs de perception.

210 § 1. Les taxes perçues en moins par erreur doivent être complétées par l'expéditeur.

211 § 2. Les taxes perçues en trop par erreur ainsi que la valeur des timbres d'affranchissement appliqués en trop sur les télégrammes sont remboursées à l'expéditeur, selon le règlement intérieur de chaque pays.

CHAPITRE IX.

Signaux de transmission.

Article 35.

Signaux de transmission des alphabets télégraphiques internationaux n°s 1 et 2, signaux du code Morse, de l'appareil Hughes et de l'appareil Siemens.

212 § 1. Les tableaux ci-dessous indiquent les signaux des alphabets télégraphiques internationaux n°s 1 et 2, les signaux du code Morse et des appareils Hughes et Siemens.

213 § 2. Signaux des appareils multiples d'après l'alphabet international n° 1.

214 Lettres.

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

215 Chiffres.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 0

216 Signes de ponctuation et autres.

Point	.
Virgule	,
Deux points	:
Points d'interrogation	?
Apostrophe	'
Croix	+
Trait d'union ou tiret	—
Barre de fraction	/
Double trait	=
Pourcent	%
Parenthèse de gauche	(
Parenthèse de droite	)
Erreur	*

217 Chaque espace entre deux mots, entre deux nombres ou entre un mot et un nombre est marqué par un „blanc". De même, un nombre est séparé d'un signe qui n'appartient pas à ce nombre par un „blanc". Un groupe formé de chiffres et de lettres doit être transmis en liant les chiffres et les lettres par un double trait.

Exemples: 3 = B, AG = 25.

Un nombre dans lequel entre une fraction est transmis en liant la fraction au nombre entier par un double trait.

Exemples: 1=3/4 et non 13/4; 3/4=8 et non 3/48; 363=1/2 4 5642 et non 363 1/2 4 5642.

218 Les mots et passages soulignés sont précédés et suivis de deux traits d'union (exemple: — — sans retard — —); ils sont soulignés à la main par l'employé du bureau d'arrivée.

219 Les accents sur E sont tracés à la main, lorsqu'ils sont essentiels au sens (exemples: achète, acheté). Dans ce dernier cas, l'agent transmetteur répète le mot après la signature, en y faisant figurer l'E accentué entre deux „blancs" pour appeler l'attention du poste qui reçoit.

220 On transmet:
pour appeler le bureau: le mot „ohe", suivi de l'indicatif du bureau appelé, et l'on termine par plusieurs inversions (maniement alternatif des touches formant les signaux „blanc des lettres" et „blanc des chiffres")

221 pour indiquer une erreur de transmission: le signal *

222 pour donner „attente": la combinaison ATT

223 pour indiquer la fin du télégramme: le signal +

224 pour indiquer la fin de la transmission: les deux signaux + ?

225 pour indiquer la fin du travail: les deux signaux + +, donnés par le bureau qui a transmis le dernier télégramme.

226 Le tableau suivant donne les composés de courant pour la transmission des lettres et signes, avec indication de la polarité des diverses impulsions:

[1]) Article commun au Règlement télégraphique et au Règlement téléphonique.

Alphabet télégraphic international n° 1.

N^o des composés	Rangée des lettres	Rangée des chiffres	N^o des impulsions 1	2	3	4	5
1	A	1	—	+	+	+	+
2	B	8	+	+	—	—	+
3	C	9	—	+	—	—	+
4	D	0	—	—	—	—	+
5	E	2	+	—	+	+	+
6	F	1)	+	—	—	—	+
7	G	7	+	—	+	—	+
8	H	+	—	—	+	—	+
9	I	1)	+	—	—	+	+
10	J	6	—	+	+	—	+
11	K	(	—	+	+	—	—
12	L	=	—	—	+	—	—
13	M	)	+	—	+	—	—
14	N	1)	+	—	—	—	—
15	O	5	—	—	—	+	+
16	P	%	—	—	—	—	—
17	Q	/	—	+	—	—	—
18	R	—	+	+	—	—	—
19	S	.	+	+	—	+	—
20	T	1)	—	+	—	+	—
21	U	4	—	+	—	+	+
22	V	'	—	—	—	+	—
23	W	?	+	—	—	+	—
24	X	,	+	—	+	+	—
25	Y	3	+	+	—	+	+
26	Z	:	—	—	+	+	—
27	Retour du chariot 2)		—	—	+	+	+
28	Changement de ligne 2)		—	+	+	+	—
29	Blanc des lettres (espace)		+	+	+	+	—
30	Blanc des chiffres (espace)		+	+	+	—	+
31	* (Erreur)	* (Erreur)	+	+	+	—	—
32	Repos		+	+	+	+	+

— Courant négatif.
+ Courant positif.

1) A la disposition de chaque administration pour son service intérieur.

2) Pour l'imprimeur sur pages.

227 § 3. Signaux des appareils arythmiques d'après l'alphabet international n° 2.

228 Lettres.

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

229 Chiffres.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 0

230 Signes de ponctuation et autres.

Point	.
Virgule	,
Deux points	:
Point d'interrogation	?
Apostrophe	'
Croix	+
Trait d'union ou tiret	—
Barre de fraction	/
Double trait	=
Parenthèse de gauche	(
Parenthèse de droite	)

231 Les dispositions concernant la transmission des mots, des nombres entiers, des nombres fractionnaires, des mots ou passages soulignés et des lettres é et è, qui sont applicables aux appareils multiples (§ 2), le sont également aux appareils arythmiques. Un groupe formé de chiffres et de lettres est transmis, à l'appareil arythmique, sans espace; le groupe n'est séparé que par un blanc de l'expression (mot ou nombre) qui le précède et de celle qui le suit (§ 2.)

232 Pour donner un „blanc", on transmet le signal „espace".

233 Pour indiquer une erreur dans la transmission, on transmet le signal „espace" et la lettre X répétés alternativement un petit nombre de fois.

234 En cas de transmission automatique, on se sert du signal „Lettres" comme „signal" d'effacement.

235 Pour donner „attente", pour indiquer la fin du télégramme, la fin de la transmission et la fin du travail, on transmet les mêmes signaux qu'aux appareils multiples (§ 2).

236 Le tableau suivant donne les composés de courant pour la transmission des lettres et signes, avec indication de la polarité des diverses impulsions:

Alphabet télégraphic international n° 2.

N^o des composés	Rangée des lettres	Rangée des chiffres	N^o des impulsions: Mise en marche	1	2	3	4	5	Arrêt
1	A	—		○	○				○
2	B	?		○			○	○	○
3	C	:			○	○	○		○
4	D	4)		○			○		○
5	E	3		○					○
6	F	1)		○		○	○		○
7	G	1)			○		○	○	○
8	H	1)				○		○	○
9	I	8			○	○			○
10	J	Signal acoustique		○	○		○		○
11	K	(		○	○	○	○		○
12	L	)			○			○	○
13	M	.				○	○	○	○
14	N	,				○	○		○
15	O	9					○	○	○
16	P	0			○	○		○	○
17	Q	1		○	○	○		○	○
18	R	4			○		○		○
19	S	'		○		○			○
20	T	5						○	○
21	U	7		○	○	○			○
22	V	=			○	○	○	○	○
23	W	2		○	○			○	○
24	X	/		○		○	○	○	○
25	Y	6		○		○		○	○
26	Z	+		○				○	○
27	Retour du chariot 2)						○		○
28	Changement de ligne 2)				○				○
29	Lettres 3) 5)			○	○	○	○	○	○
30	Chiffres 5)			○	○		○	○	○
31	Espace					○			○
32	Pas employé								○

Symboles	Travail à circuit fermé	Travail à courant double
	Pas de courant	Courant négatif
○	Courant positif	Courant positif

1) A la disposition de chaque administration pour son service intérieur.

2) Pour l'imprimeur sur pages.

3) Sert aussi pour „effacement", en cas de transmission automatique. Pour la transmission automatique, la bande perforée doit contenir les trous indiqués dans les colonnes 1 à 5 par ○. Pour indiquer une erreur, on transmet le signal „espace" et la lettre X répétés alternativement un petit nombre de fois.

4) Pour déclencher le fonctionnement de l'émetteur d'indicatif du poste correspondant dans le service international par appareils arythmiques.

5) Les signaux nos 29 et 30 (lettres et chiffres) ne provoquent pas l'espacement.

237 § 4. Signaux du code Morse.
Espacement et longueur des signes:

238 a) Un trait est égal à trois points.

239 b) L'espace entre les signaux d'une même lettre est égal à un point.

240 c) L'espace entre deux lettres est égal à trois points.

241 d) L'espace entre deux mots est égal à cinq points.

242 e) A l'appareil Wheatstone, lorsqu'il est fait usage de perforateurs, l'espace entre deux lettres est égal à un „blanc", et l'espace entre deux mots est égal à trois „blancs".

243 Lettres.

a	·—	i	··	r	·—·
b	—···	j	·———	s	···
c	—·—·	k	—·—	t	—
d	—··	l	·—··	u	··—
e	·	m	——	v	···—
é	··—··	n	—·	w	·——
f	··—·	o	———	x	—··—
g	——·	p	·——·	y	—·——
h	····	q	——·—	z	——··

244 Chiffres.

1	·————	6	—····
2	··———	7	——···
3	···——	8	———··
4	····—	9	————·
5	·····	0	—————

245 Dans les répétitions d'office, lorsqu'il ne peut y avoir de malentendu du fait de la coexistence de chiffres et de lettres ou de groupes de lettres, les chiffres doivent être transmis au moyen des signaux suivants:

1	·—	6	—····
2	··—	7	—···
3	···—	8	—··
4	····—	9	—·
5	·····	0	—

246 Sauf demande contraire du bureau récepteur, le bureau transmetteur peut aussi utiliser ces signaux dans le préambule des télégrammes, exception faite pour les numéros de distinction du bureau d'origine, ainsi que dans le texte des télégrammes ne comportant que des chiffres. Dans ce dernier cas, les télégrammes doivent porter la mention de service „en chiffres".

247 Signes de ponctuation et autres.

Point	[.]	·—·—·—
Virgule	[,]	——··——
Deux points	[:]	———···
Point d'interrogation ou demande de répétition d'une transmission non comprise	[?]	··——··
Apostrophe	[']	·————·
Trait d'union ou tiret	[—]	—····—
Barre de fraction	[/]	—··—·
Parenthèses (avant et après les mots)	[()]	—·——·—
Souligné (avant et après les mots ou le membre de phrase)		··——·—
Double trait	[=]	—···—
Compris		···—·
Erreur		·····
Croix ou signal de fin de télégramme ou de transmission		·—·—·
Invitation à transmettre		—·—
Attente		·—···
Fin de travail		···—·—
Signal de commencement (commencement de toute transmission)		—·—·—
Signal séparatif pour la transmission des nombres fractionnaires (entre la fraction ordinaire et le nombre entier à transmettre) et des groupes formés de chiffres et de lettres (entre les groupes de chiffres et de lettres)		·——··—

248 Pour transmettre les nombres dans lesquels entre une fraction, on doit, afin d'éviter toute confusion, transmettre la fraction en la faisant précéder ou suivre, selon le cas, du signal séparatif.

Exemples: Pour 1 1/16, on transmettra 1 ·——··— 1/16, afin qu'on ne lise pas 11/16; pour 3/4 8, on transmettra 3/4 ·——··— 8, afin qu'on ne lise pas 3/48; pour 2 1/2 2, on transmettre 2 ·——··— 1/2 ·——··— 2, afin qu'on ne lise pas 21/22.

249 Un groupe formé de chiffres et de lettres doit être transmis en intercalant le signal séparatif (·——··—) entre le groupe de chiffres et le groupe de lettres.

250 Les lettres et signaux facultatifs suivants peuvent être employés, exceptionnellement, dans les relations entre les pays qui les acceptent:

ä	·—·—	ñ	——·——
á ou å	·——·—	ö	———·
ch	————	ü	··——

251 § 5. Signaux de l'appareil Hughes.

252 Lettres.

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

253 Chiffres.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 0

254 Signes de ponctuation et autres.

Point	.
Virgule	,
Deux points	:
Point d'interrogation	?
Apostrophe	'
Croix	+
Trait d'union ou tiret	—
Barre de fraction	/
Double trait	=
Parenthèse de gauche	(
Parenthèse de droite	)

255 Les dispositions relatives à la transmission des mots, des nombres entiers, des groupes formés de chiffres et de lettres, des nombres fractionnaires, des mots ou passages soulignés et des lettres é et è, qui sont applicables aux appareils multiples (§ 2), le sont également à l'appareil Hughes.

256 Pour appeler le poste avec lequel on est en communication ou pour lui répondre, on transmet le blanc des lettres et l'N répétés alternativement un petit nombre de fois.

257 Pour demander la répétition prolongée du même signal, en vue de régler le synchronisme, on transmet une combinaison composés du blanc des lettres, de l'I et du T, reproduite autant de fois qu'il est nécessaire.

258 Pour demander ou permettre le réglage de l'électro-aimant, on transmet une combinaison formée des quatre signaux suivants: le blanc des lettres, l'I, l'N et le T, répétés autant de fois qu'il est nécessaire.

259 Pour indiquer une erreur, on transmet deux N consécutifs, sans aucun signe de ponctuation.

260 Pour donner „attente", pour indiquer la fin du télégramme, la fin de la transmission et la fin du travail, on transmet les mêmes signaux qu'aux appareils multiples (§ 2).

261 Les signes: point et virgule (;), point d'exclamation (!), guillemets („ "), §, & et la lettre é, s'ils existent encore sur l'appareil, ne sont plus transmis.

262 § 6. Signaux de l'appareil Siemens.

263 Lettres.

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

264 Chiffres.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 0

265 Signes de ponctuation et autres.

Point	.
Virgule	,
Deux points	:
Point d'interrogation	?
Apostrophe	'
Croix	+
Trait d'union ou tiret	—
Barre de fraction	/
Double trait	=
Parenthèse de gauche	(
Parenthèse de droite	)
Erreur	*

266 Les dispositions concernant la transmission des mots, des nombres entiers, des groupes formés de chiffres et de lettres, des nombres fractionnaires, des mots ou passages soulignés et des lettres é et è, qui sont applicables aux appareils multiples (§ 2), le sont également à l'appareil Siemens.

267 Pour indiquer une erreur dans la transmission, la fin du télégramme et la fin de la transmission, on transmet les mêmes signaux qu'aux appareils multiples (§ 2).

268 Les signes: point et virgule (;), point d'exclamation (!), guillemets („ "), §, &, s'ils existent encore sur l'appareil, ne sont plus transmis.

269 § 7. Transmission par téléphone.

Dans les relations entre bureaux reliés par des voies de communication de faible longueur, dans les relations frontières à faible trafic, ainsi que dans des cas exceptionnels (par exemple, lorsque les voies normales sont interrompues et qu'une voie détournée n'est pas disponible), la transmission téléphonique des télégrammes peut avoir lieu, en observant le système d'épellation admis par le C. C. I. F.

270 Ce mode de transmission n'est utilisé qu'après entente préalable entre les administrations intéressées.

(Turpmāk vēl.)

Ministru kabinets 1939. g. 7. oktobrī ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

Pārgrozijumi un papildinājumi Likumā par Valsts aizsardzības fondu.

Likumā par Valsts aizsardzības fondu (Lik. kr. 1938. g. 99 un 139) izdarīt šādus pārgrozijumus un papildinājumus:

I. Likuma 3. un 6¹. pantus izteikt šādi:

3. Valsts aizsardzības fonda līdzekļi sastādas no valsts, nekustamas mantas īpašnieku, darba devēju, importieru un dzelzsceļu iemaksām, fonda mantas ienākumiem, sevišķiem nodokļiem un nodevām, kā arī labprātīgām iemaksām.

6¹. Valsts un privatie dzelzsceļi maksā Valsts aizsardzības fondam līdz 1939. g. 10. novembrim 5% no bruto ieņēmumiem par pasažieru pārvadāšanu.

Sākot ar 1939. gada 10. novembri dzelzsceļi maksā 10% no veduma maksas par pasažieru pārvadāšanu un 5% no veduma maksas par bagažas un preču pārvadāšanu.

II. Likumu papildināt ar šādu jaunu 6². pantu:

6². Sākot ar 1939. gada 10. oktobri Valsts aizsardzības fondam par labu ņemama piemaksa 8 santimu apmērā par katru litru pārdota latola.

Šie pārgrozijumi un papildinājumi stājas spēkā ar to izsludināšanu.

Rīgā, 1939. g. 9. oktobrī.

K. Ulmanis,
Valsts un Ministru Prezidents.

Ministru kabinets 1939. g. 7. oktobrī ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

Likums par sevišķu līdzekļu sagādāšanu valsts aizsardzībai.

1. Līdz 1940. gada 31. decembrim ņemamas valsts aizsardzības izveidošanai sekojošas papildu akcizes un iemaksas:

1) papildu akcizes ņemamas pie sekojošiem akcizes nodokļiem:

a) pie iesala ekstrakta akcizes (Akcizes nolik. 399. p.) 25 sant. no kilograma iesala;

b) pie ārzemju tabakas akcizes:

uz smēķējamās tabakas (Akcizes nolik. 570. p.):

I šķiras	Ls 2,50	no	kg
II „	„ 1,90	„	„

uz papirosiem un cigaretēm (Akcizes nolik. 572. p.):

augstākās šķiras	Ls 3,—	no	1000 gab.
I šķiras	„ 2,—	„	1000 „
II „	„ 1,80	„	1000 „
III „	„ 1,50	„	1000 „

uz cigariem (Akcizes nolik. 573. p.):

I šķiras	Ls 7,20	no	1000 gab.
II „	„ 8,—	„	1000 „

c) pie iekšzemes tabakas akcizes:

uz smēķējamās tabakas (Akcizes nolik. 571. p.):

II šķiras	Ls 0,70	no	kg
III „	„ 0,50	„	„

uz papirosiem (Akcizes nolik. 574. p.) Ls 1,— no 1000 gab.;

d) uz čaulītēm (Akcizes nolik. 599. p.): 5 sant. no 100 gab.;

e) pie vīnu akcizes (Akcizes nolik. II piel. II nod.):

uz neputojošiem augļu un ogu vīniem	Ls 0,15	no litra
uz augļu un ogu sulām ar 1—1,5% alkohola satura	„ 0,15	„ „
uz putojošiem augļu un ogu vīniem	„ 0,50	„ „
uz ķekaru vīniem:		
neputojošiem ar alkohola saturu līdz 13%	„ 2,—	„ „
„ „ „ „ virs 13%	„ 3,—	„ „
putojošiem	„ 4,—	„ „
uz rozinu vīniem:		
vispārējai lietošanai	„ 2,—	„ „
žīdu reliģiskām vajadzībām	„ 0,25	„ „

f) pie alus un portera akcizes (Akcizes nolik. II piel. III nod. 1., 2. un 5. p.) Ls 0,40 no kg iesala;

g) pie spirta akcizes (Akcizes nolik. II piel. IV nod.) — Ls 2,— no litra alkohola;

h) pie liķiera papildu akcizes (Akcizes nolik. 165. p.) — Ls 0,84 no litra (40-īga).

2) Valsts un privatie dzelzsceļi maksā 5% no veduma maksas par pasažieru, bagažas un preču pārvadāšanu.

2. Personas, kurām laikā no š. g. 1. jūlija līdz šā likuma spēkā stāšanās dienai bijuši braukšanas numuri pasažieru un sporta viegliem automobiļiem, maksā vienreizēji 10 latus par automobiļa pašsvara 100 kg. No maksājumiem atbrīvoti taksometru īpašnieki.

3. Par termiņā neiemaksātām sumām aprēķinamas $^2/_3$% liela soda nauda mēnesī, pie kam nepilns mēnesis skaitas par pilnu un nokavēto maksājumu nepilns lats — par pilnu latu.

Termiņā nenokārtotie maksājumi piedzenami nodokļu un neapstrīdamu naudas sumu piedzīšanas kārtībā.

4. Saskaņā ar šo likumu iegūtie līdzekļi iztērējami 1. pantā paredzētām vajadzībām budžeta kārtībā.

5. Noteikumus par iemaksu aprēķināšanas un iekasēšanas kārtību izdod finansu ministris.

Šī likuma 1. panta 2. punkts stājas spēkā 1939. g. 10. novembrī, bet pārējie noteikumi — 10. oktobrī.

Rīgā, 1939. g. 9. oktobrī.

K. Ulmanis,
Valsts un Ministru Prezidents.

Valdības darbība.

Ministru kabineta sēde

1939. g. 7. oktobrī.

1. Noklausas ārlietu ministra V. Muntera ziņojumu par Maskavā vestām sarunām ar PSRS valdību, kā arī par 5. oktobrī parakstīto Latvijas - PSRS savstarpējās palīdzības paktu.

2. Pieņem:

1) pārgrozījumus un papildinājumus Likumā par valsts aizsardzības fondu,

2) Likumu par sevišķu līdzekļu sagādāšanu valsts aizsardzībai.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Apstiprinu. Rīgā, 1939. g. 27. septembrī.
Satiksmes ministris B. Einbergs.

Pasta un telegrafa departamenta rīkojums.

Grozījumi Starptautiskā telegrafa tarifā.

Tarifa 20. lapp. Danciga, līdzšinējās likmes strīpot, 1. slejā parādītos ceļus apvienot ar iekavu un no 2.—8. slejai ierakstīt šādas jaunas likmes:

	—	43	—	21,5	—	21,5	ELT	5	38	2	15	XP maksa — Fr. 1,00 (Ls 1,65)

Šie grozījumi stājas spēkā š. g. 1. oktobrī.

Rīgā, 1939. g. 26. septembrī.

Pasta un telegrafa direktors O. Matisons.
Ekspluat. pārv. priekšn. K. Putenis.

RĪKOJUMS
par latola sadalīšanu spēkratiem laikā no 1939. g. 9. oktobra līdz 1939. g. 15. oktobrim.

(Izdots, pamatojoties uz finansu ministra 1939. g. 19. septembra rīkojumu par cenu inspektora pilnvarošanu latola krājumu sadalīšanai „Vald. Vēstn." 1939. gada 213. num.)

Laikam no 1939. g. 9. oktobra līdz 1939. g. 15. oktobrim nosaku šādu latola sadalīšanas kārtību:

1. Automobiļu vajadzībām izsniedzami šādi latola daudzumi pret atļaujas piekto kuponu:

1) automobiļiem, kas ietilpst 2. grupā (latola kartiņas dzeltenā krāsā) — 25 litrus;

2) automobiļiem, kas ietilpst 3. grupā (latola kartiņas rozā krāsā) — 25 litrus;

3) automobiļiem, kas ietilpst 4. grupā (latola kartiņas zilā krāsā), t. i. taksometriem — 10 litrus;

4) automobiļiem, kas ietilpst 5. grupā (latola kartiņas baltā krāsā) — 5 litrus.

2. Motociklu vajadzībām (latola kartiņas baltā krāsā melnām strīpām) pret atļaujas piekto un sesto kuponiem izsniedzami kopā 5 litri, kā latola deva laikam no 1939. g. 9. oktobra līdz 1939. g. 22. oktobrim.

Šīs devas ir avanss latola nedēļas devai laikā no 1939. g. 9. oktobra līdz 1939. g. 15. oktobrim.

Ar 1939. g. 9. oktobri pret latola atļauju ceturto kuponu latolu aizliegts izsniegt.

Par šī rīkojuma neizpildīšanu latola atļauju īpašniekiem draud atļaujas anulēšana un likumā paredzētais naudas sods, bet latola izsniedzējiem — uzņēmuma slēgšana un likumā paredzētais naudas sods.

Rīkojums stājas spēkā izsludināšanas dienā.

Rīgā, 1939. g. 8. oktobrī.

Cenu inspektors A. Elpers.

Cenu inspektora rīkojums.

(Izdots, pamatojoties uz finansu ministra 1939. g. 19. septembra rīkojumu par cenu inspektora pilnvarošanu latola krājumu sadalīšanai. „Vald. Vēstn." 1939. g. 213. num.)

Sākot ar 1939. gada 9. oktobri līdz 1939. gada 10. oktobrim plkst. 10-iem, aizliegts pirkt un pārdot latolu pret sevišķām cenu inspektora atļaujām, kas izsniegtas pirms 1939. gada 8. oktobra.

Par šī rīkojuma neizpildīšanu latola atļauju īpašniekiem draud atļaujas anulēšana un likumā paredzētais naudas sods, bet latola izsniedzējiem — uzņēmuma slēgšana un likumā paredzētais naudas sods.

Rīkojums stājas spēkā izsludināšanas dienā.

Rīgā, 1939. g. 8. oktobrī.

Cenu inspektors A. Elpers.

Iecelšanas un atvaļinājumi.

339. rīkojums.

Pamatojoties uz Likuma par kopdarbības sabiedrībām un to savienībām 146. p., ieceļu Alfrēdu Plūmīti par likvidatoru ar Rīgas apgabaltiesas 1939. g. 9. augusta lēmumu slēgtā Grotužu lauksaimniecības mašīnu koplietošanas biedrībā.

1939. g. 5. oktobrī.

Zemkopības ministris J. Birznieks.
Zemkop. depart. direktors P. Grāvis.

Ārlietu ministris V. Munters preses pārstāvjiem paskaidroja:

„Visiem ir zināmi notikumi Eiropā kopš 1. septembra. Šo notikumu straujums ir tikpat liels kā to vēsturiskā nozīme. Piecās nedēļās Eiropas dzīve ir visos pamatos mainijusies un mainijusies arī Eiropas politiskā seja. Visdziļākās pārmaiņas notikušas Austrumeiropā. Polijas valsts ir beigusi pastāvēt, viņas teritorija sadalīta starp Padomju Savienību un Vāciju; starp abām pēdējām noslēgts līgums par draudzību un par abu valstu robežu galīgu nokārtojumu. Pie šiem notikumiem nevar pieiet ar uzskatiem, kas nodibinājušies miera apstākļos un pilnīgi citādā starptautiskā stāvoklī. Jaunais stāvoklis uzstāda arī jaunus uzdevumus. Agrākais līdzsvars Austrumeiropā atkarājās no trim valstīm: Padomju Savienības, Vācijas un Polijas. Tāpat šo līdzsvaru ietekmēja saspīlējums starp pirmēji minētajām divām lielvalstīm. Viss tas ir kardinali grozījies. Polija vairs nav spēka faktors Austrumeiropā, un starp Padomju Savienību un Vāciju nodibinājusies draudzība un saskaņota rīcība. Tādi apstākļi nostāda Austrumbaltijas valstis jaunā situacijā un jaunu problemu priekšā. Zināmā mērā notiek arī šeit pasaules kara beigās radītā stāvokļa revizija, lai gan Baltijas valstīm ar Versaļas miera līgumu tiešu sakaru nav. Padomju Savienības Eiropas daļai ir tikai 3 izejas uz aizjūras zemēm: ziemeļos caur Balto jūru, dienvidos caur Melno jūru un Ļeņingradas ostu. Pēdējā atrodas strateģiski neizdevīgā stāvoklī un bez tam ir aizsalstoša osta. Miera laikā tāds stāvoklis bija pieciešams, bet kara apstākļos tas varēja radīt grūtības. Tā arī saprotama PSRS tieksme nostiprināt savas pozicijas Austrumbaltijas piekrastē. Tas bija iedomājams divos virzienos: no vienas puses strateģiski atvieglot Ļeņingradas poziciju, no otras — rūpēties par citu neaizsalstošo ostu lietošanu. Jau agrākos gados Latvijas ostas ir spēlējušas svarīgu lomu padomju transitā no un uz vakariem caur Baltijas jūru. Vēlāk šai tieksmei iestājās zināms pārtraukums un Padomju Savienība centās iztikt ar savām ostām. Šodien Baltijas ostu problema ir atkal aktuala, un saimnieciskiem apsvērumiem pievienojas arī strateģiskas intereses. Šādi ieskati bija izpaudušies jau agrākās sarunās starp Padomju Savienību, Angliju un Franciju. Kamēr vēl valdija miers, Baltijas valstis pieturējās pie līdzsvara politikas, rēķinoties ar eventualiem iebildumiem pret koncesijām Padomju Savienības strateģiskām interesēm. Šodien apstākļi ir citādi, un mūsu pašu drošība prasija stāvokļa noskaidrošanu un precizēšanu. Lai būtu atgādināts, ka tikai 3 nedēļas pagājušas no 17. septembra, kad Padomju karaspēks iegāja Polijas teritorijā un 11 dienas vēlāk jau parakstija Maskavas nolīgumu starp PSRS un Vāciju. Tai pašā 28. septembrī parakstīts arī Igaunijas - PSRS savstarpējās palīdzības pakts. Jau 3 dienas vēlāk, tiklīdz valdība bija iepazinusies ar abu minēto līgumu saturu un apsvērusi to ietekmi uz mūsu valsts politisko un strateģisko stāvokli, valdība nolēma nekavējoties stāties pie mūsu attiecību noskaidrošanas ar Padomju Savienību, un sarunās, kas notika no 2. līdz 5. oktobrim Maskavā, tas arī izdarīts. 5. oktobra līguma teksts atklātībai jau zināms, par to daži laikraksti paspējuši jau izteikties un droši vien sekos vēl citi komentari. Man šai brīdī, kad mēs stāvam līguma ratifikacijas priekšvakarā, rūp apgaismot lielās politiskās līnijas, uz kurām līgums uzbūvēts.

Vispirms būtu jājautā, kādēļ ir izvēlēta savstarpējās palīdzības pakta forma? Šai apstāklī atrod savu izteiksmi abu valstu griba uzturēt mieru un status quo pie Baltijas jūras. To vēl vairāk apstiprina atsaukšanās uz Latvijas - Padomju Savienības miera līgumu, neuzbrukšanas līgumu un paša pakta 5. pants, kas nepārprotami nosaka, ka abu valstu suverenās tiesības netiek skārtas.

Arvien no jauna jāatgādina, ka pakts noslēgts kara apstākļos, kad ir iespējamas visādas nejaušības un kad notikumi risinas ar ārkārtīgu straujumu. Latvijas neieraušana karā ir bijis mūsu ārējās politikas pamatuzdevums kopš tā brīža, kad kara varbūtība sāka ietilpt visu valstu ārpolitiskos apsvērumos. Bet tai pašā laikā mums jāatzīst, ka Latvijas ieraušana karā slēptu sevī draudus Padomju Savienībai, kurai ar mums ir kopēja robeža. Varētu teikt, ka taisni šinī brīdī apstākļi Baltijas jūrā un Austrumbaltijas piekrastē nedod nekādu pamatu bažām par eventualiem sarežģījumiem, kas mūs varētu ieraut karā. Bet kara notikumi ir tik neaprēķinami, ka viss tas var zibeņātrumā mainīties. Savstarpējās palīdzības principam ir zināma preventiva nozīme, un uz ārieni ar to tiek parādīts, ka kara atvairīšanā abām valstīm ir līdzīgas intereses. Reiz savstarpējās palīdzības princips no abām pusēm bija atzīts par piemērotu, dabīgā kārtā bija jārunā arī par šīs palīdzības veidu. Te ir iets pa ceļu, kas atbilst abu pusu ģeografiskajam stāvoklim un militarām iespējamībām. Latvija var saņemt palīdzību apbruņojumā un kara materialos. Savukārt viņa piešķir Padomju Savienībai zināmas strateģiskas privileģijas uz savas teritorijas — 2 jūras bazes, 1 krasta artilerijas bazi un dažus aerodromus, kas pieder pie minēto bazu aizsardzības. Šīs strateģiskās priekšrocības nekādā ziņā neierobežo normalo dzīvi Liepājā un Ventspilī, jo attiecīgie iecirkņi ir precizi nospraužami vienošanās ceļā. Pats par sevi saprotams, ka militari atbalsta punkti nevar palikt bez apsardzības, un tā tad arī Padomju Savienībai ir ļauts turēt bazu un aerodromu iecirkņos karaspēku, kura kopskaitu atkal nosaka vienošanās ceļā. Sevišķi svarīgs ir vēl kopīgi izstrādātais paziņojums — komuniké, kas publicēts sakarā ar pakta parakstīšanu. Tas ir it kā politisks papildinājums pie paša pakta, saturot zināmus politiskus principus, kurus līguma ceļā nevar tik precizi formulēt, bet kuriem pakta izvešanai dzīvē ir liela nozīme. Te iet runa par savstarpējās uzticības un sadarbības iespējamību, neskatoties uz valsts iekārtu dažādību. Tāda uzticība un sadarbības atmosfera valdija arī pašās sarunās. Negribēdams aizsteigties priekšā palīdzības pakta plašākam apgaismojumam, es tomēr vēlētos pastrīpot, ka tas stiprina mieru un drošību un atbilst politiskām realitatēm, ar kurām mums tagadējos apstākļos jārēķinas."

LTA.

Valdības iestāžu paziņojumi.

PATENTU ZIŅAS.

Patentu valde paziņo, ka še minētiem pieteicējiem izsniegti uz izgudrojumiem patenti un aizsardzības apliecības. Uzrādītais datums nozīmē patenta vai aizsardzības apliecības izsniegšanas dienu.

Patenti.

2578. Jānis Steingolds, Rīgā — kurpnieku drošības nazis zoļu apgriešanai. 1939. g. 4. 7.

2579. Leibe Lipšics, Rīgā — gaismas reklama. 1939. g. 4. 7.

2580. Bencions Kagans, Rīgā — divriteņu balsts. 1939. g. 4. 7.

2581. Kārlis Leja, Rīgā — trauka noslēgšanas ierīce. 1939. g. 4. 7.

2582. Inž. Richards Kablics jun. un inž. Harijs Fārbachs, Rīgā — ierīce kloķa pievada spēka momenta pastiprināšanai. 1939. g. 4. 7.

2583. Firma „Fiskars Aktiebolag", Fiskarsā, Somijā — pievelkams loceklis sakām. 1939. g. 4. 7.

2584. Firma „Société Anonyme des Manufactures des Glaces et Products Chimiques de Saint-Gobain, Chauny & Cirey", Parīzē, Francijā — elektriska krāsns stikla kausēšanai. 1939. g. 4. 7.

2585. Inž. Gustavs Rudolfs Lindbergs, Ērverumā, Zviedrijā — sūknis ar dubultu darbību. 1939. g. 4. 7.

2586. Jānis Cinovskis, Rīgā — korķis pudelēm un citām tvertnēm. 1939. g. 4. 7.

2587. Firma „S. Rabinovičs un E. Šneiders", Rīgā — gredzengrāmatu mechanisms. 1939. g. 4. 7.

2588. Nikolajs Pūliņš, Rīgā — cigaretu pagatavošanas ierīce. 1939. g. 4. 7.

2589. Longinus Pauše, Rīgā — iekava ar strāvas tālākraidīšanas kontaktu. 1939. g. 13. 9.

2590. Longinus Pauše, Rīgā — slēdzējs ar strāvas tālākraidīšanas kontaktu. 1939. g. 13. 9.

2591. Konstantins Kechkläne, Rīgā — ūdens satiksmes līdzeklis. 1939. g. 13. 9.

2592. Orla Vilhelm Jensen, Kopenhagenā, Dānijā — tvertne svaiga piena uzkrāšanai un pārvadāšanai. 1939. g. 13. 9.

2593. Fernando Cacablancas, Mančesterā, Anglijā — pārlabojumi stiepšanas ierīcē tekstila priekšvērpumiem. 1939. g. 13. 9.

2594. Firma „Associated Electric Laboratories Inc.", Čikagā, Illinoisā, Ziemeļamerikas Savienotās Valstīs — jauninājumi frekvenci reducējošās sistemās. 1939. g. 13. 9.

2595. Inž. Heinrichs Albrechts Knopfs, Alhornā, Oldenburgā, Vācijā — paņēmiens celulozes ražošanai. 1939. g. 13. 9.

2596. Pēteris Gipslis, Rīgā, un Roberts Kleins, Rīgā — hidrostatisks tvaika katlu barošanas paņēmiens. 1939. g. 13. 9.

2597. J. Hasels, Rīgā — rokas centrifuga mājsaimniecības vajadzībām. 1939. g. 13. 9.

2598. Inž. George Herbert Tomlinson, Kvebekas prov., Kanādā — paņēmiens koka masas šķidro palieku pārstrādāšanai. 1939. g. 13. 9.

2599. Mārtiņš Jākobsons, Rīgā — rotaļas lieta. 1939. g. 13. 9.

2600. Pēteris Gipslis un Roberts Kleins, Rīgā — hidrostatisks tvaika katlu barošanas paņēmiens (pap. pat. pie galv. pat. 2596).

2601. Jānis Mentels, Rīgā — papīra zāļu pulverīšu kapseles. 1939. g. 13. 9.

2602. Juris Irbe, Rīgā — paņēmiens un ierīce šifera jumtu nagliņu izgatavošanai. 1939. g. 13. 9.

2603. Jēkabs Kaplāns, Rīgā — somiņa ar rokturi un noslēgu. 1939. g. 13. 9.

Aizsardzības apliecības.

161. Inž. Lazars Rabinovičs, Rīgā — ierīce puscietu vielu, kā sviesta, tauku un tamlīdzīgu smalkai sadalīšanai. 1939. g. 13. 6.

162. Inž. techn. Valters Reicholds un techn. Vladimirs Elerts, Rīgā — dzīvokļu bēniņu sabīdamas kāpnes (trepes). 1939. g. 13. 6.

163. Rūdolfs Kokle, Rīgā — ziede pret augļu koku vēža brūcēm. 1939. g. 13. 6.

164. Firma „Automatic Telephone and Electric Company Limited", Londonā W. C. 2., Anglijā — pārlabojumi elektriskās signalizacijas sistemās. 1939. g. 13. 6.

165. A/S Rīgas gumijas manufaktura „Meteors", Rīgā — apavs un paņēmiens tā pagatavošanai. 1939. g. 13. 6.

166. Arc. Adolfs Netiksa, Kauņā, Lietuvā — mašīna būvplākšņu izgatavošanai no salmiem, niedrām un citiem līdzīgiem šķiedrainiem materialiem. 1939. g. 16. 6.

167. Ābrams Haitins, Rīgā — iekšpusē apgaismojama vēstuļu kastīte. 1939. g. 16. 6.

168. Benno Orkins, Rīgā — blīvs noslēgums sietam. 1939. g. 16. 6.

169. Firma „Allgemeine Holzimprägnierung G. m. b. H.", Berlīnē, Vācijā — paņēmiens visāda veida koku ipmregnēšanai. 1939. g. 16. 6.

170. J. Freimanis un K. Jakovics, Rīgā — paņēmiens apaļu stiepules auduma sietiņu izgatavošanai. 1939. g. 16. 6.

171. Izraels Airemovičs, Daugavpilī — stativs lentveidīgiem mušu ķērējiem. 1939. g. 16. 6.

172. Motels Vasermanis, Rīgā — ķemme matu saturēšanai. 1939. g. 16. 6.

173. Motels Vasermanis, Rīgā — ķemme matu saturēšanai. 1939. g. 16. 6.

174. Harijs Zalmanovičs, Rīgā — paņēmiens ugunsdrošu šamotakmeņu izgatavošanai, pielietojot karsētas kvarta smiltis. 1939. g. 16. 6.

175. Davids Epšteins, Rīgā — pavards vienlaicīgai ēdiena gatavošanai un gatavo ēdienu uzturēšanai siltā stāvoklī, piemērots visāda veida viendegļa dedzinamām ierīcēm. 1939. g. 16. 6.

176. Firma „A. B. Tolfvan O. Y.", Helsinkos, Somijā — degļa ierīkojums krītamām bumbām. 1939. g. 21. 6.

177. Eižens Mansfelds, Rīgā — paņēmiens priekšmetu apgādāšanai ar gumijas veidīgu aizsarga kārtu. 1939. g. 2. 6.

178. Abrams Brants, Rīgā — ierīce spoguļu reklamai. 1939. g. 7. 7.

179. Motels Vasermans, Rīgā — matu sprogošanas ierīce. 1939. g. 7. 7.

180. Metala pogu fabrika Juris Irbe, Rīgā — paņēmiens formas tērpu metala burtu izgatavošanai. 1939. g. 14. 7.

181. Andrejs - Štāls - Tērauds, Rīgā — peldēšanas izplētnis. 1939. g. 29. 6.

182. Dr A. E. Blumfeldts, Rīgā — paņēmiens aminoskābju - mīzalvielas savienojumu pagatavošanai. 1939. g. 27. 6.

183. Firma „A. B. Tolfvan O. Y.", Helsinkos, Somijā — degļa ierīkojums krītamām bumbām. 1939. g. 27. 6.

184. Fricis Zvirbulis, Rīgā — optisks, automatisks teksta automata ieslēdzējs demonstrējamām skaņu filmām tulkota teksta automatiskai projecēšanai uz ekrana pareizā laikā. 1939. g. 27. 6.

185. Firma „Svenska Sockerfabriks Aktiebolaget", Malmē, Zviedrijā — paņēmiens nebojājošos melases barības līdzekļa izgatavošanai ar daudz - melasi. 1939. g. 27. 6.

186. Firma „A. B. Tolfvan O. Y.", Helsinkos, Somijā — drošības ierīkojums degļiem krītamās bumbās. 1939. g. 28. 6.

187. Leo Vīksne un Voldemārs Balodis, Rīgā — paņēmiens automatiskai runas tulkojuma tekstu saturošas filmas uz priekšu padošanai. 1939. g. 28. 6.

188. Prof. Francesko Castagna, Brescia, Italijā — dzelzsceļa sliede ar galiem triecienus novērsošiem savienojumiem. 1939. gada 27. 6.

189. Dr med. Dr phil. Franz Donatus Timmermans, Ķelnē - Rodenkirchenā, Vācijā — paņēmiens virsmas aktivas celulozes vates izgatavošanai. 1939. g. 28. 6.

190. Nikolajs Krūms, Rīgā — veļas mazgājamais aparats. 1939. g. 28. 6.

191. Mežu A/S. „Emolip", Rīgā — drošības stikls un paņēmiens tā pagatavošanai. 1939. g. 28. 6.

192. Inž. techn. Emils Heflingers, Rīgā — paņēmiens cinka baltuma pagatavošanai no netīriem izejmaterialiem, kā cinka pelni, cinka rūda, ciets cinks, cinka atkritumi un līdzīgi materali. 1939. g. 29. 6.

193. Georg Grau, Ķemnicā, Vācijā — paņēmiens koka atbrīvošanas paātrināšanai no mitruma, kaltējot koku. 1939. g. 29. 6.

194. Arturs Šūmans, Kistrinā - Neistadtē, Vācijā — griežama, naglojama un ēvelējama koka plātne un paņēmiens tās pagatavošanai. 1939. g. 29. 6.

195. Izidors Berkovics, Majoros, un Jēkabs Soboļēvičs, Rīgā — pieturas vietu atzīmētājs (indikators) publiskos satiksmes līdzekļos. 1939. g. 29. 6.

196. Gustavs Hartmanis, Rīgā — mūžīgs kalendars. 1939. g. 30. 6.

197. Firma „Elin Aktiengesellschaft für elektrische Industrie", Vīnē, Vācijā — paņēmiens un ierīce pašdarbīgā elektriskā loka metināšanā ar apvilktiem elektrodiem. 1939. g. 12. 7.

198. Bruno Salinski, Berlīnē - Neiķelnē, Vācijā — ierīce cietu barības līdzekļu, it īpaši desiņu sasildīšanai elektriskā ceļā ar strāvas tiešu caurlaišanu. 1939. g. 30. 6.

199. Eduards Ābeltiņš, stac. Elste — šķidrumu, it īpaši piena pasterizēšanas un atdzesēšanas aparats. 1939. g. 7. 7.

200. Firma „Siemens-Schuckertwerke A.-G.", Berlīnē, Vācijā — pārsprieguma novadītājs. 1939. g. 7. 7.

201. Adolfs Rinnus, Rīgā — paņēmiens elektrisku spuldžu širmu pārtaisīšanai par spoguļu reflektoriem. 1939. g. 12. 7.

202. Firma „Aktiebolaget Joh. Thermaenius & Son", Hallsbergā, Zviedrijā — putekļu nosūcējs kuļmašīnām, graudu tīrītājiem un līdzīgām mašīnām. 1939. g. 10. 7.

203. Firma „Fichtel & Sachs A.-G.", Šveinfurtē, Vācijā — izplēšams bremzes ķermenis, it sevišķi divriteņu rumbām. 1939. g. 10. 7.

204. Ralph T. Edge, Londonā, Anglijā — paņēmiens sūcspējīgas un lokanas papes izgatavošanai no vecpapīra. 1939. g. 10. 7.

205. Firma „Automatic Telephone & Electric Company Limited", Londonā W. C. 2, Anglijā — jauninājumi respondējošās ierīcēs lietošanai elektriskās signalizacijas sistemās. 1939. g. 10. 7.

206. Vasilijs Matsons, Rīgā — skujamo nazīšu asināšanas un gludināšanas aparats. 1939. g. 10. 7.

207. Alberts Benda, Busumā, Holandē — ūdeni noraidošs materials grīdu pārklāšanai un citādai lietošanai un ierīce tā pagatavošanai. 1939. g. 10. 7.

208. Nikolajs Ričiks, Rīgā — svece ar čaulīti. 1939. g. 10. 7.

209. Valsts Elektrotechniskā Fabrika, Rīgā — ierīce atvilktnes izbīdīšanai līdz galam. 1939. g. 10. 7.

210. Ernests Laubmanis, Rīgā — kustošu, plastiski iedarbīgu bilžu stereo-kinematografiskas uzņemšanas ierīce un paņēmieni. 1939. g. 14. 7.

211. Izidors Berkovics, Majoros — sausais klosets. 1939. g. 14. 7.

212. Maksis Mücklich, Drezdenē A., Vācijā — auto riepas ar pretslīdes radzēm. 1939. g. 28. 8.

Latvijas telegrafa aģenturas paziņojums.

Rīga, 7. X. Sakarā ar Vācijas valstskanclera 6. oktobra runā izteikto principu par tautisko minoritatu drumstalu atpakaļpārvešanu Vācijas robežās un to nometināšanu jaunās dzīves vietās, Vācijas valdība ir stājusies pie plašākas repatriacijas akcijas ievadīšanas. Šai nolūkā Vācijas sūtnis fon Kotce apmeklēja Ārlietu ministriju, lai iegūtu Latvijas valdības piekrišanu un atbalstu Latvijā dzīvojošo vāciešu repatriacijai. Šis jautājums ir samērā viegli atrisināms, par cik runa iet par Vācijas pilsoņiem, kas uzturas Latvijā. Viņu skaits nav liels un arī viņu iedzīves un īpašumu likvidacija nevar radīt sevišķas grūtības, vēl jo vairāk tādēļ, ka pati Vācijas valdība te var rūpēties par kompensacijas iespējamībām un veidiem. Sarežģītāka lieta kļūst, zīmējoties uz vācu tautības Latvijas pilsoņiem, jo pēdējiem ir jāatbrīvojas no saviem pienākumiem iepretim Latvijas valstij, pirms viņi pāriet Vācijas pavalstniecībā. Šī jautājuma kārtošana ir iedomājama tikai līguma ceļā, kas atrisinātu visas problemas, kuras stāv sakarā ar samērā plašu emigracijas kustību. Šimbrīžam vēl trūkst visas ziņas par to, kādā veidā tas izvedams un cik ātri Latvijas pilsoņi var izmantot optacijas tiesības. Bet ir pilnīgi skaidrs, ka plašāka izceļošanas kustība var norisināties tikai plānveidīgi un organizēti, nokārtojot jau iepriekš iedzīves likvidacijas jautājumus, kas nedrīkst būt par cēloni varbūtējām vēlākām domstarpībām starp Latvijas un Vācijas valdību. No Vācijas valdības puses ir nepārprotami pasvītrots, ka nodomātā repatriacijas akcija nestāv nekādā sakarā ar Baltijas valstu līgumiem ar PSRS, bet izriet no vēlēšanās, kā tā izteikta valstskanclera runā, likvidēt vismaz daļu no Eiropas konflikta dīgļiem, izdarot neasimilējamo rasisko elementu pārvietošanu. Arī Latvijas valdība nedomā stāties ceļā tādam nodomam, bet tāpat, kā viņa gādās par visu Latvijas pilsoņu drošību, viņai arī jārūpējas par to, lai izceļojošo un Vācijas pavalstniecību optējošo cilvēku liktenis pēc iespējas būtu nodrošināts pret visiem smagumiem, ko tik plaša vēriena pārvietošana varētu izsaukt.

Starp Latvijas un Vācijas valdībām panākta principiala vienošanās noslēgt repatriacijas līgumu, kas nokārtotu vācu tautības Latvijas pilsoņu izceļošanu un ar to sakarā stāvošos jautājumus. Sarunas par minēto līgumu sāksies tuvākās dienās.

Vācija vēlas repatriēt arī Igaunijā dzīvojošos vāciešus.

Tallina, 8. X. Vācijas valdība paziņojusi igauņu valdībai, ka tā stāsies pie valstskanclera Hitlera runā izteikto principu realizēšanas dzīvē, zīmējoties uz vācu minoritatu likvidēšanu Eiropas austrumos un dienvidaustrumos, lai tādā kārtā radītu skaidras nacionalas robežas starp Vāciju un citām valstīm. Vācu valdība esot pārliecināta, ka šāda ciešu nacionalu robežu radīšana valstu starpā palīdzēs noskaidrot valstu un tautu savstarpējās attiecības un novērsīs nākotnē jebkādu domstarpību izcelšanos šajos apgabalos. Vācu valdība vēloties repatriēt arī Igaunijā dzīvojošos vāciešus un šinī nolūkā uz igauņu ostām esot nosūtījusi jau vairākus savus tirdzniecības kuģus. Vācu valdība lūgusi igauņu valdību palīdzēt tai šī pasākuma realizēšanā. Pie tam tā piemetinājusi, ka šis solis nestāvot nekādā sakarā ar igauņu un Padomju savstarpējās palīdzības paktu un tā realizēšanu dzīvē. Jautājuma atrisināšanai igauņu valdība iecēlusi sevišķu komisiju, kas darbosies saziņā ar vācu pārstāvjiem, kuri rīt izbrauks no Vācijas uz Tallinu.

213. Jānis Teodors Sīpols, Rīgā — glābšanas josta. 1939. g. 14. 7.

214. Adolfs Rinnus, Rīgā — reklamas ierīce. 1939. g. 14. 7.

215. Inž. Valdemārs Sproģis, Rīgā — centralapkures un siltūdens mazkatls. 1939. g. 20. 7.

216. Fricis Zvirbulis, Rīgā — elektrisks ledus kausētājs jumtu ūdens noteku caurulēm. 1939. g. 20. 7.

217. Firma „Ala Anzeigen Aktiengesellscahft", Berlīnē, Vācijā — sludinājumu vai reklamas stabs ar plānā uz iekšu izliektiem laukumiem. 1939. g. 20. 7.

218. Firma „Vezuvs", Rīgā — ugunsdroša java. 1939. g. 30. 7.

219. Prov. Leo Meitiņš, Rīgā — cūku barības preparats. 1939. g. 20. 7.

220. Frans Edvard Katras, Helsinkos, Somijā — paņēmiens matraču, spilvenu un tamlīdzīgos popējumos, it īpaši izgatavojot saku, sedulku un tamlīdzīgus popējumus. 1939. g. 20. 7.

221. Eduards Sovers, Daugavpilī — aizsargpapīrs un aizsargaudums pret ēku logu stiklu saplīšanu un izbiršanu kara laikā bombardējot apdzīvotas vietas. 1939. g. 20. 7.

222. Nikolajs Dimants, Rīgā — dubultdarbības virzuļa ūdens sūknis. 1939. g. 31. 7.

223. Inž. Roberts Aleksandrs Nielsen, Kopenhagenā, Danijā — mašīna, ar ko pagatavot nūjas, līstes un līdzīgas lietas. 1939. g. 31. 7.

224. Eliass Leibs Joelsons, Rīgā — koka transportkastu galvas. 1939. g. 31. 7.

225. Firma „Keller & Knappich G. m. b. H.", Ausburgā, Vācijā — rati mēslu vai tamlīdzīga pārvadāšanai. 1939. g. 31. 7.

226. Ecekiels Gotlībs, Rīgā — paņēmiens galvas (pieres) dēļu pagatavošanai citrus augļu kastēm un līdzīgām vajadzībām. 1939. g. 31. 7.

227. Erichs Viesturs, Rīgā — aizsargbrilles, it sevišķi aizsardzībai pret sauli. 1939. g. 31. 7.

228. Zigmunds Kaufmanis, Polijas pav., Zvārdē, Odzenos — pašpārdevējs. 1939. gada 31. 7.

229. Izidors Berkovics, Majoros — pārlabojumi motociklu un velosipedu brīvrumbu savienojumos. 1939. g. 4. 8.

230. Firma „I. G. Farbenindustrie Aktiengesellschaft", Frankfurtē pie Mainas, Vācijā — zaļbarības konservējamais līdzeklis. 1939. g. 7. 8.

231. Firma „Allmänna Svenska Elektriska Aktiebolaget", Västerås, Zviedrijā — ierīkojums alkaliskos akumulatoros. 1939. g. 4. 8.

232. Arvids Purviņš, Liepājā, Tosmarē — šķidrums spožuma piedošanai alvotiem priekšmetiem. 1939. g. 3. 8.

233. Ita Veinbergs, Rīgā — menstruacijas saite. 1939. g. 7. 8.

234. Eduards Ābeltiņš, stac. Elste — piena pasterizators. 1939. g. 7. 8.

235. Gumijas rūpn. A/S. „Kvadrats", Rīgā — paņēmiens uzpūšamo šļūteņlaivu pagatavošanai. 1939. g. 14. 8.

236. Firma „Kulzer & Co. G. m. b. H.", Frankfurtē pie Mainas, Vācijā — paņēmiens protežu pagatavošanai zobārstniecības vai citiem mērķiem. 1939. g. 14. 8.

237. Jānis Kunstmanis, Liepājā — kamera sausām ogļskābes gāzes peldēm. 1939. g. 14. 8.

238. Firma „Fichtel & Sachs Aktiengesellschaft", Šveinfurtē, Vācijā — vairākdaļu čaulas veidīgs bremzes ķermenis, it sevišķi brīva rituma bremzes rumbām. 1939. g. 14. 8.

239. Julius un Jozefs Püschner, Bodenbachā, Sudetijā, Vācijā — pārlabojumi attiecībā uz nemetalisku slēdzamo atslēgu noslēgu slēdzamiem locekļiem.

240. Adolfs Rinnus, Rīgā — putnu biedēklis. 1939. g. 14. 8.

241. Firma „I. G. Farbenindustrie Aktiengesellschaft", Frankfurtē pie Mainas, Vācijā — jauni pirimidīnsavienojumi, paņēmiens to pagatavošanai un to lietošanai. 1939. g. 14. 8.

242. Ģertrude Lomačs, Tartū, Igaunijā — ierīce no netīrumiem brīvā, labi svaigā stāvoklī turamā un baudamā piena iegūšanai. 1939. g. 17. 8.

243. Gustavs Hartmanis, Rīgā — papēžu pārvalks. 1939. g. 17. 8.

244. A/S. „Ph Gutmann", Rīgā — kungu virskrekls. 1939. g. 17. 8.

245. Aleksandrs Kozierovskis, Rīgā — kopīgs vāks, it sevišķi grāmatvedības vajadzībām, divu grāmatu atsevišķai iesiešanai. 1939. g. 28. 8.

246. Tobiass Zaks, Rīgā — pārlabojumi pie gludekļiem. 1939. g. 28. 8.

247. Eric Vilhelm Walter Hallwyl von Geijer, Vegeholmā, Zviedrijā — paņēmiens kartupeļu vai cita līdzīga stādīšanai, ar mašīnu paņēmiena izpildīšanai. 1939. g. 23. 8.

248. Vladimirs Buchovs, Rīgā — ierīce dažāda veida cietu degvielu lietošanai malkas krāsnīs. 1939. g. 23. 8.

249. Mārtiņš Kalniņš, Rīgā — paņēmiens, kā palielināt koka konservēšanas līdzekļu iesūkšanos kokā un kā mazināt šo līdzekļu izskalošanos no koka. 1939. g. 23. 8.

250. Inž. Arnolds Volbergs, Tallinā, Igaunijā — pārvietojami hidrauliski riteņu svari ar pagāžamu sveramo plātni. 1939. g. 28. 8.

251. Firma „Schantung Handels Aktiengesellschaft", Berlinē, Šarlotenburgā, Vācijā un Georg A. Schmidt, Berlinē, Lankvicā, Vācijā — paņēmiens vērpjamu šķiedru iegūšanai no šķiedraugiem. 1939. gada 28. 8.

252. Jānis Strāls, Pļaviņās — rīks satapojamo caurumu izdobšanai. 1939. g. 28. 8.

253. Dir. Eric Vilhelm Walter Hallwyl von Geijer, Vegeholmā, Zviedrijā sējamā ierīce rindu sējammašīnām ar sējamiem organiem ar galvenā kārtā svērtenisku asi. 1939. g. 28. 8.

254. Firma „Metallwerk Alfred Schwarz Aktiengesellschaft", Frendenburgā - Rūrā, Vācijā — ātruma pārvedums ātri skrejošām mašīnām, it īpaši divriteņu dinamo mašīnām. 1939. g. 29. 8.

255. Firma „Albach & Co", Frankfurtē pie Mainas, Vācijā — regulējama sprausla uguns dzēšanas un gaisa aizsardzības mērķiem. 1939. g. 28. 8.

256. Valters Retings, Rīgā — gaismas signalizacijas ierīce. 1939. g. 5. 9.

257. Juris Upesleja, Rīgā — kravas platformas ceļamās ierīces liektais celšanas zobstienis. 1939. g. 7. 9.

258. Voldemārs Stange, Rīgā — ierīce štancējamās lentas uz priekšu padošanai pie mechaniskām štancēm. 1939. g. 11. 9.

259. Jūdelis Haselis, Rīgā — piena uzglabāšanas trauks. 1939. g. 13. 9.

260. J. H. Kaplāns, Rīgā — ierīce atvērtu dubultu logu atstatuma ieturēšanai apvienota ar iekārtu logu iestādīšanas atsperes, ķēdes vai tamlīdzīga uzkāršanai. 1939. g. 13. 9.

261. Firma „Celgreb", īpašnieks Sīmanis Briskins, Daugavpilī — paņēmiens ķemmju izstrādāšanai no mākslīga raga. 1939. g. 13. 9.

262. Šlioms Aisiks Plotkins, Liepājā — paņēmiens vieglu kurpju izgatavošanai. 1939. g. 19. 9.

263. Inž. Dr h. c. František Janeček un inž. Karel František Janeček, Prāgā — Nusle, Vācijā — šaujami ieroči un tajos lietojamie šāviņi. 1939. g. 19. 9.

264. Tirg. Friedrichs Handlers, Beckenheimā, Kentā, Anglijā — jauninājumi saistītājos valējām lapām vai tamlīdzīgam.

Patentu valdes priekšn. J. Purics.
Darbvede Z. Eleks.

Paziņojums par standartu izdošanu.

Finansu ministrijas Saimnieciskās racionalizacijas instituts izdevis šādus standartus:

1) Koka skrūves	RIS 11 — 1. lapa,	pagaidu	standarta izdevums
2) Gremdskrūves	RIS 32 — 1.—2. lp.	,,	,, ,,
3) Pusapaļās skrūves	RIS 34 — 2. lapa	,,	,, ,,
4) Cilindriskās ,,	RIS 35 — 1.—2. lp.	,,	,, ,,
5) Lēcveida ,,	RIS 36 — 1. lapa	,,	,, ,,
6) Koka četrstūrskrūves	RIS 52 — 1. ,,	,,	,, ,,
7) ,, sešstūrskrūves	RIS 53 — 1. ,,	,,	,, ,,
8) Neapstrādātas lēcveida skrūves	RIS 82 — 1. ,,	,,	,, ,,
9) Whitworth'a vītne	RIS 27 — 1.—3. lp.	1. izdevums	
10) Metriskā vītne	RIS 28 — 1.—5. lp.	,,	
11) Skrūvju gali, vītņu izskrejas un rievas	RIS 37 — 1.—2. ,,	,,	
12) Skrūvcaurumi	RIS 39 — 1. lapa	,,	
13) Satiksmes līdzekļu kravas, riteņu un slieču atstarpes	RIS 15 — 1. ,,	,,	
	— 2. ,,	pagaidu	standarta izdevums
14) Vilkšņi	RIS 21 — 1. ,,	1. izdevums	
15) Smago automobiļu virsbūves	RIS 81 — 1. ,,	pagaidu	standarta izdevums
16) Piena kāstuves	RIS 78 — 1. ,,	1. izdevums	
17) Iekšdurvis	RIS 43 — 1. ,,	,,	
18) Zemes, grāvju un drenu lāpstas	RIS 54 — 1.—6. lp.	,,	
19) Dārza lāpstas	RIS 55 — 1.—2. ,,	,,	
20) Tīramās lāpstas	RIS 56 — 1. lapa	,,	
21) Beramās un grābjamas lāpstas	RIS 57 — 1.—4. lp.	,,	
22) Amatnieku lāpstas	RIS 58 — 1. lapa	,,	

Standarti dabūjami Valsts tipografijā Rīgā, Valdemāra ielā 6.

Rīgā, 1939. g. 7. oktobrī.

Saimniec. racionalizac. instituta direktors A. Delvigs.
Ģeneralsekretars A. Eltermanis.

Meklētizbeidzamo personu 184. saraksts.

2595. Jānis **Čumanis.** 1102/39.
2597. Žanis-Voldemars **Dimants.** 974/39.
2598. Antons **Noviks.** 1198/39.
2599. Pēteris **Smirnovs.** 166/39.
2600. Pēteris **Smirnovs.** 926/39.
2601. Jozefs **Uškurs.** 41916/33.

Rīgā, 1939. g. 7. oktobrī.

Krim. pol. pārv. priekšn. J. Silarājs.
Darbvedis Hūns.

Daugavpils apgabalt. 1. kriminalnod.

atsauc „Vald. Vēstn." 1927. g. 96. numurā ievietoto paziņojumu par **Jevgenija Teslavska meklēšanu,** jo apsūdzība pret Teslavski ir izbeigta.

Daugavpilī, 1939. g. 4. oktobrī.

Vicepriekšsēdētājs Blūmentals.
Sekretara palīgs L. Jansons.

Rīgas apr. 1. iec. miertiesnesis

izbeidz Aleksandra Zinkarta, dzim. 1888. g. 17. jūlijā Bārtas pagastā, **meklēšanu,** kas uzsākta ar paziņojumu „Vald. Vēstn. 1932. g. 274. num.

Rīgas-Jūrmalā, 1939. g. 2. oktobrī.

Miertiesnesis J. Norvelis.
Sekretars A. Grieze.

Daugavpils apgabalt. 1. kriminalnod.,

saskaņā ar savu 1939. g. 29. septembra lēmumu, atsauc „Valdības Vēstnesī" ievietotos sludinājumus par šādu personu meklēšanu: 1) 1923. g. 113. numurā Michaila **Zdanovska,** 2) 1923. g. 217. numurā Jāņa **Sljadza,** 3) 1924. g. 167. num. Girša **Brozgala,** 4) 1925. g. 60. numurā Adolfa **Šabunevča** un 5) 1925. g. 114. numurā Semjona-Abrama **Veinštoka,** jo lietas pret minētām personām ir izbeigtas.

Daugavpilī, 1939. g. 5. oktobrī.

Vicepriekšsēdētājs Blūmentals.
Sekretars J. Vanags.

Vietējo iestāžu rīkojumi.

Rīgas prefekturas 11427. rīkojums.

Saskaņā ar Likuma par zemes ceļu satiksmi 1. pantu un Instrukcijas par ceļu lietošanu un satiksmes kārtību 2. pantu, Rīgas prefektura paziņo, ka automobiļus un motociklus pārbaudīs un numurus atjaunos nākamam, 1940. gadam, sākot ar š. g. 1. novembri.

1.

Pieteikšanās pārbaudei jāizdara šādā kārtībā:

Automobiļiem: no 1.—200. num. — 1. novembrī; no 201.—400. num. — 2. nov.; no 401.—600. num. — 3. nov.; no 601.—800. num. — 4. nov.; no 801.—1000. num. — 6. nov.; 1001.—1200. num. — 7. nov.; 1201.—1400. num. — 8. nov.; 1401.—1600. num. — 9. nov.; 1601.—1800. num. — 10. nov.; 1801. līdz 2000. num. — 11. nov.; 2001.—2200. num. — 13. nov.; 2201.—2400. num. — 14. nov.; 2401.—2600. num. — 15. nov.; 2601. līdz 2800. num. — 16. nov.; 2801.—3000. num. — 17. nov.; 3001.—3200. num. — 20. nov.; 3201.—3400. num. — 21. nov.; 3401. līdz 3600. num. — 22. nov.; 3601.—3800. num. — 23. nov.; 3801.—4000. num. — 24. nov.; 4001.—4200. num. — 25. nov.; 4201. līdz 4400. num. — 27. nov.; 4401.—4600. num. — 28. nov.; 4601.—4800. num. — 29. nov.; 4801.—5000. num. — 30. nov.; 5001. līdz 5200. num. — 1. decembrī; 5201.—5400. num. — 2. dec.; 5401.—5600. num. — 4. dec.; 5601.—5800. num. — 5. dec.; 8001.—8200. num. — 6. dec.; 8201. līdz 8400. num. — 7. dec. un 8401.—8500. num. — 8. decembrī.

Motocikliem: no 1.—500. num. — 9. dec.; 501.—1000. num. — 11. dec.; 1001.—1500. num. — 12. dec. un 1501. līdz 2000. num. — 13. decembrī.

Pārbaudes dienu un stundu noteiks pie pieteikuma iesniegšanas.

2.

Automobiļiem un motocikliem apliecības un skārda numuri 1940. gadam jāatjauno šādā kārtībā:

No 1.—300. num. — 12. decembrī; no 301.—600. num. — 13. dec.; no 601. līdz 900. num. — 14. dec.; no 901.—1200. num. — 15. dec.; no 1201.—1500. num. — 16. dec.; no 1501.—2000. num. — 18. dec.; no 2001.—2500. num. — 19. dec.; no 2501.—3000. num. — 20. dec.; 3001. līdz 3500. num. — 21. dec.; no 3501.—4000. num. — 22. dec.; no 4001.—4500. num. — 28. dec.; no 4501.—5000. num. — 29. dec.; no 5001.—5800. num. — 30. decembrī; no 8001.—8400. num. — 1940. g. 2. janvarī un no 8401.—8500. num. un pārējie — 3. janvarī.

1. piezīme. Šis rīkojums attiecas tikai uz automobiļiem un motocikliem, kuru apliecību un numuru termiņi izbeidzas š. g. 31. decembrī.

2. piezīme. Minēto satiksmes līdzekļu lietotājiem, kuri apliecības un numurus nevēlas atjaunot — jānodod skārda numuri vienā no policijas iestādēm ne vēlāk par 1940. g. 3. janvari.

Rīgā, 1939. g. 7. oktobrī.

Rīgas prefekts P. Pommers.
Biroja pārzinis A. Uijerts.

Māksla.

Nacionalā opera.

Pirmdien, 9. okt., „Irisa" ar V. Briedis, A. Priednieku, E. Miķelsonu galvenās lomās, diriģenta T. Reitera vadībā. Puscenas ierobežotā skaitā.

Otrdien, 10. oktobrī, operete „Grafs Luksemburgs". Komiskajā Bazila lomā komiķis un raksturlomu tēlotājs Jānis Rimša. Galvenās lomās L. Blumentāls, T. Brilts. Diriģents A. Norītis.

Trešdien, 11. okt., „Otello".

Ceturtdien, 12. okt., operete „Havajas puķe".

Piektdien, 13. okt., „Fausts".

Nacionalais teatris.

Pirmdien, 9. okt., plkst. 19.30 pēdējo reizi „Malu mednieki".

Otrdien, 10. okt., plkst. 19.30 ar L. Štengeli „Drošā kundze".

Trešdien, 11. okt., plkst. 19.30 „Portugales ķeizars".

Ceturtdien, 12. okt., plkst. 19.30 „Rudens rozes".

Piektdien, 13. okt., plkst. 19.30 1. reizi J. Lejiņa komedija „Skabarga sirdī" J. Zariņa režijā, ar A. Vinklera dekoracijām.

Dailes teatris.

Pirmdien, 9. okt., plkst. 19.30 tautas izrādē „Pigmalions".

Otrdien, 10. okt., plkst. 19.30 „Trakais Juris".

Trešdien, 11. okt., plkst. 19.30 tautas izrādē „Vīnes valsis".

Ceturtdien, 12. okt., plkst. 19.30 „Trakais Juris".

Piektdien, 13. okt., plkst. 19.30 lētā izrādē „Pers Gints".

Dailes teatra Mazais ansamblis.

Pirmdien, 9. okt., Sarkandaugavā „Kāzu dāvana".

Koncerti.

Elfride Pakuls savā koncertā dziedās Latv. biedr. zālē 9. oktobrī, plkst. 20, J. Vītola, Alfr. Kalniņa, J. Mediņa, J. Kalniņa, L. Vignera, Mocarta, Belini, Rosini u. c. komponistu darbus. Pie klavierēm J. Suchovs. Biļetes no 1 līdz 4 latiem dabūjamas pie P. Neldnera.

Literatura.

Daugava, 10. burtnīca, 1939. g. oktobris, Valtera un Rapas akc. sab. izdevums. Saturā: Jānis Sārts — Gaismas svītra (stāsts), Aida Niedra — Ugunī (romans), Ž. Diamels — Kandida dārzs, miniaturas (tulk.), prof. A. Speke — Apmeklējot Leonardo da Vinči izstādi Milanā, Zenta Mauriņš — Amerikaņu kulturas problemas, Mirdzas Bendrups un A. Čaka dzejoļi, kronika. Mākslas pielikumā N. Strunkes gleznas „Ābele" A. Čaka ģimetnes un Leonardo da Vinči pašportrejas reprodukcijas.

Telegramas.

(Latvijas telegrafa aģenturas telegramas.)

Padomju Savienība ratificējusi savstarpējās palīdzības paktu.

Maskava, 8. X. (TASS). PSRS augstākās padomes prezidijs šodien ratificējis 5. oktobrī Maskavā noslēgto savstarpējās palīdzības paktu starp Latviju un Padomju Savienību.

Somijas un Padomju Savienības sarunas.

Helsinki, 8. X. Oficiali ziņo, ka somu valdība nolēmusi deleģēt savu sūtni Stokholmā Pāzikivi uz Maskavu politisko un saimniecisko sarunu vešanai starp Somiju un PSRS.

Helsinki, 8. X. Somu sūtnis Stokholmā Pāzikivi, kuram jādodas uz Maskavu vest sarunas ar Padomju valdību, savā laikā bijis par ministru prezidentu. Viņš vadijis somu delegaciju, kas 1920. gadā noslēdza somu un Padomju miera līgumu, un pilnīgi pārvalda krievu valodu.

Helsinki, 8. X. Pēc oficialām ziņām Somijas specialais delegats sarunu vešanai ar Padomju valdību, sūtnis Pāzikivi, izbrauks uz Maskavu šīs nedēļas sākumā.

Turpinas Lietuvas un Padomju Savienības sarunas.

Maskava, 7. X. Lietuvas delegacija šodien pēcpusdienā ar lidmašīnu ieradusies Maskavā. Vakarā sākās tās apspriede ar Padomju valsts vīriem.

Maskavā, 8. X. (Havass). Lietuvas ārlietu ministris Urbšis, sūtnis Natkevičus un armijas komandieris ģen. Raštikis, šovakar plkst. 17.45 devās uz jaunu apspriedi ar Padomju valsts vīriem Kremlī.

Turcijas ārlietu ministris Saradžoglu ģoprojām uzturas Maskavā. Viņš pēdējo reizi apspriedies ar Molotovu 2. oktobrī. Maskavas afgaņu un iraniešu aprindās klīst baumas par Padomju karaspēka koncentrēšanu Baku rajonā un vairākās vietās Kaukaza robežjoslā.

Somija pastiprina savas neitralitates aizsardzību.

Helsinki, 8. X. Somu Kara ministrija ziņo: „Lai pastiprinātu Somijas neitralitates aizsardzību, karaspēka daļu rezervisti iesaukti ārkārtējās apmācībās. Ņemot vērā, ka tādēļ radies telpu trūkums karaspēka novietošanai garnizonos, daļa karaspēka no pilsētu garnizoniem pārvietota uz laukiem, kur to reizē var izlietot nocietinājumu būves darbiem."

KURSI.

Rīgas biržā 1939. gada 9. oktobrī.

Devizes:	Ls
1 Amerikas dollars	5,30—5,50
1 Anglijas mārciņa	21,27—22,27
100 Francijas franku	12,05—12,65
100 Beļģijas belgu	89,60—91,60
100 Šveices franku	120,00—123,00
100 Italijas liru	27,10—27,70
100 Zviedrijas kronu	128,00—131,00
100 Norvēģijas kronu	121,50—124,50
100 Dānijas kronu	103,00—106,00
100 Čechijas kronu	— — —
100 Holandes guldeņu	284,50—290,50
100 Vācijas marku	203,92—205,92
100 Somijas marku	10,95—11,25
100 Igaunijas kronu	128,00—131,00
100 Polijas zlotu	— — —
100 Lietavas litu	90,20—92,20
100 Dancigas guldeņu	— — —
Vērtspapīri:	
Latvijas valsts 5% kreditzīmes	99,00—101,00
1931. g. iekš. ceļu aizņēm. oblig.	19,00—20,00
Valsts zemes bankas 4% (6%) parādu pārjaunoš. II serijas ķīlu zīmes	99,00—100,00
6% Latv. hip. bankas ķīlu zīmes (konvers.)	99,00—100,00
6% Rīgas hip. biedr. ķīlu zīmes	87,50—88,50
6% Rīgas privatu ķīlu zīmju kred. biedr. ķīlu zīmes	88,00—89,00
5½% Latvijas hip. bankas ķīlu zīmes	95,00—96,50

Rīgas biržas kotacijas komisijas priekšsēdētāja v. V. Gailītis.
Zvērināts biržas makleris H. Kiršteins.

Redaktors **Jānis Ozols.**

Šim numuram 12 lapas puses.

TIESU SLUDINĀJUMI.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģ. nodaļa, saskaņā ar tirdzn. reģistr. not. 39. pantu, paziņo, ka tirdzniecības „A" reģistrī 841. num. ierakstītā firma **„Pauls Mareks",** uz tirdzn. reģ. tiesneša 1939. g. 3. oktobra lēmuma pamata, **tirdzniecības reģistrī dzēsta,** jo šīs firmas uzņēmums — pārtikas preču tirgotava, kas no 1938. g. 1. decembra atrodas Rīgā, Antonijas ielā 3, nepārsniedz sīkuzņēmuma apmērus. 18930g

Rīgā, 1939. g. 3. oktobrī.

Tirdzn. reģ. tiesn. M. Grunduls.
Sekretars E. Andersons.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģ. nodaļa, saskaņā ar tirdzn. reģistr. not. 39. pantu, paziņo, ka tirdzniecības „A" reģistrī ierakstītās firmas **„Johanna Struņķis"** reģistra 2462. folijā, uz tirdzn. reģ. tiesneša 1939. g. 3. oktobra lēmuma pamata, ierakstīts:

Pēc paziņojuma, pēc L. Lāču ielas Rīgā, pārdēvēšanas un namu numeracijas pārkārtošanas: 1) Šīs firmas īpašnieces Johannas Struņķis (Strunke) dzīves vieta ir Rīgā, Miera ielā 88, 1. dz., un 2) uzņēmuma — vīnu tirgotavas atrašanās vieta ir Rīgā, Miera ielā 86.

Rīgā, 1939. g. 3. oktobrī.

Tirdzn. reģ. tiesn. M. Grunduls.
Sekretars E. Andersons.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģ. nodaļa, saskaņā ar tirdzn. reģistr. not. 39. pantu, paziņo, ka tirdzniecības „A" reģistrī 4897. num. ierakstītā atklāta sabiedrība **„Natans Cepelovičs un Berks Nachamčins"** (Rīgā, Avotu ielā 19), uz tirdzniec. reģ. tiesneša 1939. g. 3. oktobra lēmuma pamata, **tirdzniecības reģistrī dzēsta,** kā darbību izbeigusi 1939. g. 28. septembrī.

Rīgā, 1939. g. 3. oktobrī.

Tirdzn. reģ. tiesn. M. Grunduls.
Sekretars E. Andersons.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģ. nodaļa, saskaņā ar tirdzn. reģistr. not. 39. pantu, paziņo, ka tirdzniecības „B" reģistrī ar firmu **„Metalltirdzniecības akciju sabiedrība „Brāļi Popovi", senāk „Brāļi Popovi", dib 1788. g."** (Rīgā, Grēcinieku ielā 30) ierakstītās akciju sabiedr. reģistra 2. folijā, uz tirdzn. reģ. tiesneša 1939. g. 3. oktobra lēmuma pamata, ierakstīts:

Saskaņā ar paziņojumu, šīs sab. valdes priekšsēdētājs Eduards Benks no 1939. g. 30. septembra dzīvo Rīgā, Raiņa bulv. 17, 14. dz. 18927g

Rīgā, 1939. g. 3. oktobrī.

Tirdzn. reģ. tiesn. M. Grunduls.
Sekretars E. Andersons.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģ. nodaļa, saskaņā ar tirdzn. reģistr. not. 39. pantu, paziņo, ka tirdzniecības „B" reģistrī ar firmu **„Finieru un kokrūpniecības akciju sabiedrība „Prima"** (Rīgā, Būru ielā 15) ierakstītās akciju sabiedrības reģistra 124. folijā, uz tirdzn. reģ. tiesneša 1939. g. 3. oktobra lēmuma pamata, ierakstīts:

Saskaņā ar paziņojumu, šīs sab. valdes loceklis Dāvids Moševičs no 1939. g. 10. septembra dzīvo Rīgā, Valdemāra ielā 37, 18. dz. 18929g

Rīgā, 1939. g. 3. oktobrī.

Tirdzn. reģ. tiesn. M. Grunduls.
Sekretars E. Andersons.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģ. nodaļa, saskaņā ar tirdzn. reģistr. not. 39. pantu, paziņo, ka tirdzniecības „B" reģistrī ar firmu **„Tirdzniecības un rūpniecības akciju sabiedrība „Ph. Gutmann"** (Rīgā, Marijas ielā 2) ierakstītās akciju sabiedr. reģ. 153. folijā, uz tirdzn. reģ. tiesneša 1939. g. 3. oktobra lēmuma pamata, ierakstīts:

Saskaņā ar paziņojumu, šīs sab. valdes loceklis Izidors Gutmanis no 1939. g. 30. septembra dzīvo Rīgā, Rūpniecības ielā 18, 12. dz. 18926g

Rīgā, 1939. g. 3. oktobrī.

Tirdzn. reģ. tiesn. M. Grunduls.
Sekretars E. Andersons.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģ. nodaļa, saskaņā ar tirdzn. reģistr. not. 39. pantu, paziņo, ka tirdzniecības „B" reģistrī ar firmu **„Gumijas ražojumu pārdošanas akciju sabiedrība"** (Rīgā, Vecpilsētā 12) ierakstītās akciju sabiedr. reģistra 396. folijā, uz tirdzn. reģ. tiesneša 1939. g. 3. oktobra lēmuma pamata, ierakstīts:

Saskaņā ar paziņojumu, šīs firmas uzņēmums — gumijas preču tirgotava 1939. g. 2. oktobrī no Kaļķu ielas 23, pārvietots Kaļķu ielā 18, Rīgā.

Rīgā, 1939. g. 3. oktobrī.

Tirdzn. reģ. tiesn. M. Grunduls.
Sekretars E. Andersons.

Jelgavas apgabaltiesas civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Eduarda-Kriša **Auziņa,** dzim. 1909. g. 20. aug., mir. 1939. gada 7. jūlijā, nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ievietošanas „Valdības Vēstnesī" un norāda, ka uzaicinājuma terminā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1939. g. 2. oktobrī.
2061. l. 18441g

Priekšsēd. v. K. Kļaviņš.
Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabaltiesas civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Ernesta **Sproģa,** dzim. 1862. gada 9. jūlijā, mir. 1933. g. 19. septembrī, nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ievietošanas „Valdības Vēstnesī" un norāda, ka uzaicinājuma terminā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1939. g. 2. oktobrī.
2119. l. 18442g

Priekšsēd. v. K. Kļaviņš.
Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabaltiesas civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Dārtas **Dublis, dz. Zēbergs,** dzim. 1856. gadā, mir. 1937. gada 14. jūlijā, nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ievietošanas „Valdības Vēstnesī" un norāda, ka uzaicinājuma terminā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1939. g. 2. oktobrī.
2122. l. 18443g

Priekšsēd. v. K. Kļaviņš.
Sekretare M. Kleinhofs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod.

paziņo, ka ar tiesas 1939. gada 29. septembra lēmumu **Juris Utnāns,** dzim. 1910. g. 10. martā Rudzētu pagastā, **ir atzīts par garā slimu, nespējīgu pārvaldīt savu mantu un arī ar to rīkoties, un par viņa personu un mantu ir nodibināta aizgādnība.** 2857.a l. 18739e

Daugavpilī, 1939. g. 3. okt.

Vicepriekšsēd. A. Strazdiņš.
Sekretara v. V. Bite.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod.

paziņo, ka ar tiesas 1939. gada 29. septembra lēmumu 1915. g. 10. oktobrī (v. st.) Izvaltas pagastā dzimušais **Jānis Viļumans ir atzīts par garā slimu, nespējīgu pārvaldīt savu mantu un arī ar to rīkoties, un par viņa personu un mantu ir nodibināta aizgādnība.**

Daugavpilī, 1939. g. 3. okt.
148.a l. 18740e

Vicepriekšsēd. A. Strazdiņš.
Sekretara v. V. Bite.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod.

paziņo, ka ar tiesas 1939. gada 29. septembra lēmumu **Feodors (Teodors) Lapuchs (Lapucha),** dzim. 1906. g. Daugavpilī, **ir atzīts par garā slimu, nespējīgu pārvaldīt savu mantu un arī ar to rīkoties, un par viņa personu un mantu ir nodibināta aizgādnība.** 3210.a l. 18741e

Daugavpilī, 1939. g. 3. okt.

Vicepriekšsēd. A. Strazdiņš.
Sekretara v. V. Bite.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod.

paziņo, ka ar tiesas 1939. gada 29. septembra lēmumu **Rocha (Roza) Rozenbergs,** dzim. 1902. gada 15. oktobrī Aknistes pagastā, **ir atzīta par garā slimu, nespējīgu pārvaldīt savu mantu un arī ar to rīkoties, un par viņa personu un mantu ir nodibināta aizgādnība.**

Daugavpilī, 1939. g. 3. okt.
2983.a l. 18742e

Vicepriekšsēd. A. Strazdiņš.
Sekretara v. V. Bite.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod.

paziņo, ka ar tiesas 1939. gada 29. septembra lēmumu **Paulīne Zemecs,** dzim. 1879. g. 13. novembrī Polijā, **ir atzīta par garā slimu, nespējīgu pārvaldīt savu mantu un arī ar to rīkoties, un par viņas personu un mantu ir nodibināta aizgādnība.**
3162.a l. 18743e

Daugavpilī, 1939. g. 3. okt.

Vicepriekšsēd. A. Strazdiņš.
Sekretara v. V. Bite.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod.

paziņo, ka ar tiesas 1939. gada 29. septembra lēmumu 1886. g. 29. augustā Rīgā dzim. **Elvīra - Elirosine - Katarine - Doroteja Butlers ir atzīta par garā slimu, nespējīgu pārvaldīt savu mantu un arī ar to rīkoties, un par viņas personu un mantu ir nodibināta aizgādnība.**
2377.a l. 18744e

Daugavpilī, 1939. g. 3. okt.

Vicepriekšsēd. A. Strazdiņš.
Sekretara v. V. Bite.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod.

paziņo, ka ar tiesas 1939. gada 29. septembra lēmumu **Tekla Vuškāns,** dzim. 1901. g. 20. maijā (v. st.) Dvietes pagastā, **ir atzīta par garā slimu, nespējīgu pārvaldīt savu mantu un arī ar to rīkoties, un par viņas personu un mantu ir nodibināta aizgādnība.** 2636.a l. 18745e

Daugavpilī, 1939. g. 3. okt.

Vicepriekšsēd. A. Strazdiņš.
Sekretara v. V. Bite.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod.

paziņo, ka ar tiesas 1939. gada 29. septembra lēmumu 1917. g. 5. jūlijā Aknistes pag. dzim. **Alide Sala ir atzīta par garā slimu, nespējīgu pārvaldīt savu mantu un arī ar to rīkoties, un par viņas personu un mantu ir nodibināta aizgādnība.**
1689.a l. 18746e

Daugavpilī, 1939. g. 3. okt.

Vicepriekšsēd. A. Strazdiņš.
Sekretara v. V. Bite.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod.,

pamatojoties uz Civilproc. lik. **1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam** būtu kādi iebildumi pret 1939. g. 3. maijā tiesas sēdē attaisīto mir. Semena **Pomeranceva** publisko testam. vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā **mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l.,** pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ievietošanas „Valdības Vēstnesī" un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma terminā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušās no iebildumiem.

Daugavpilī, 1939. g. 2. okt.
L. 4198a/39. 18934g

Priekšsēd. v. N. Ķigurs.
Sekretara v. V. Bicāns.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod.,

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 12. augustā tiesas sēdē attaisīto mir. Mikeļa **Černevska** publisko testam. vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ievietošanas „Valdības Vēstnesī" un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma terminā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušās no iebildumiem.

Daugavpilī, 1939. g. 2. okt.
L. 1966a/39. 18935g

Priekšsēd. v. N. Ķigurs.
Sekretara v. V. Bicāns.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod.,

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1939. g. 17. augusta tiesas sēdē attaisīto Jāņa **Pauniņa - Judra** publisko testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ievietošanas „Valdības Vēstnesī" un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma terminā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušās no iebildumiem.

Daugavpilī, 1939. g. 2. okt.
L. 5063a/39. 18936g

Priekšsēd. v. N. Ķigurs.
Sekretara v. V. Bicāns.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod.,

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. pantiem, paziņo, ka ar še minēto personu nāvi ir atklājušies mantojumi, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šiem mantojumiem būtu kādas tiesības vai prasības kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ievietošanas „Valdības Vēstnesī" un norāda, ka uzaicinājuma terminā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām:

1) Ignata **Bulana,** dzim. 1908. gada 12. aprilī, mir. 1934. gada 13. aprilī, L. 5855a/39.;

2) Prokofija **Meļņikova,** dzim. 1901. g. 24. februarī, mir. 1939. gada 3. februarī, L. 5209a/39.;

3) Stanislava **Kravaļa,** mir. 1936. g. 21. februarī, 18937g L. 5827a/39.

Daugavpilī, 1939. g. 2. okt.

Priekšsēd. v. N. Ķigurs.
Sekretara v. V. Bicāns.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod.

paziņo, ka 1936. g. 27. martā mirušā **Andreja Jefima d. Frolova** 1935. g. 22. jūnijā sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1937. g. 30. decembra lēmumu apstiprināts izpildīšanai. L. 1925a/37. 18748e

Daugavpilī, 1939. g. 3. okt.

Priekšsēd. v. A. Malkins.
Sekretars J. Tiltiņš.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod.

paziņo, ka 1928. g. 5. novembrī mirušā **Pētera Ādama d. Rundāna** 1928. gada 5. novembrī sastādītais privattestaments ar apgabaltiesas 1932. g. 7. septembra lēmumu apstiprināts izpildīšanai. L. 162a/32. 18749

Daugavpilī, 1939. g. 3. okt.

Priekšsēd. v. A. Malkins.
Sekretars J. Tiltiņš.

Rīgas 17. iec. miertiesnesis,

pamatojoties uz Civillik. 143. p., paziņo, ka 1939. g. 3. oktobrī **laulāto mantisko attiecību** reģistra 1360. lapā ierakstīts, ka starp laulātiem **Georgiju Rautenbergu,** dzim. 1907. g. 8. aprilī, Rīgā, un **Feofoniju Rautenbergs, dzim. Gorbočevskis,** dzim. 1916. g. 14. novembrī Kopčeviču pag., Krievijā, no 1939. g. 24. septembra pastāv visas mantas šķirtība (Civillik. 117. p. un turpm. p.), kas nodināta ar 1939. g. 22. septembrī Rīgā, notares E. Mālitis kantorī ar reģ. 9359. num. noslēgto līgumu. 1360. r. l. 18758e

1939. g. 3. oktobrī.

Miertiesnesis Ž. Jumikis.
Sekretara v. i. A. Kalns.

Rīgas 17. iec. miertiesnesis.

pamatodamies uz Sodu lik. 33. un 239. pantiem, paziņo, ka ar viņa 1939. g. 9. jūnija spriedumu, kas stājies likumīgā spēkā un nodots izpildīšanai, 1896. g. 7. janvarī, Polijā dzim. **Marija Lukševics,** dzīvo Rīgā, Bulļu ielā 26, **atzīta par vainīgu, ka 1939. g. 7. maijā tirgojusies ar pilnpienu, kura tauku saturs ir zemāks par saistošos noteikumos paredzēto normu,** kādēļ pēc Sodu lik. 234. p. sodīta ar 10 latiem vai maksātnespējas gadījumā ar 2 dienām arestā.

1939. g. 4. oktobrī.
L. 734/39. 18946e

Miertiesnesis Ž. Jumikis.
Sekretara v. i. A. Kalns.

Rīgas 17. iec. miertiesnesis.

pamatodamies uz Sodu lik. 33. un 239. pantiem, paziņo, ka ar viņa 1939. g. 10. jūlija spriedumu, kas stājies likumīgā spēkā un nodots izpildīšanai, 1903. g. 15. martā, Daugavpilī dzim. **Cila Lemchens,** kas tirgojas Šeines Steklovs maiznīcā, Lāčplēša ielā 114, **atzīta par vainīgu, ka 1939. g. 8. jūnijā pārdevusi baltmaizi ar viņā ieceptu auklas gabalu,** kādēļ pēc Sodu lik. 235. p. sodīta ar 5 latiem vai maksātnespējas gadījumā ar 1 dienu arestā. 18947e

1939. g. 4. oktobrī.

Miertiesnesis Ž. Jumikis.
Sekretara v. i. A. Kalns.

Rīgas 17. iec. miertiesnesis,

pamatodamies uz Sodu lik. 33. un 239. pantiem, paziņo, ka ar viņa 1938. g. 2. septambra spriedumu, kas stājies spēkā un nodots izpildīšanai, 1916. gada 18. aprilī, Bauņu pag. dzim. **Pēteris - Vilis Ilmets atzīts par vainīgu, ka 1938. g. 19. jūlijā, savā darbnīcā-tirgotavā, Rīgā, Tērbatas ielā 38, tirgojies ar kiršu ogām, kuras neatbilst instr. pie Likuma par iekšzemes augu un ogu tirdzniecību noteiktai A un B šķirnei,** kādēļ pēc Sodu lik. 236. p. 1. d. sodīts ar 15 latiem vai maksātnespējas gadījumā ar 5 dienām arestā.

1939. g. 4. oktobrī.
L. 967/38. 18948e

Miertiesnesis Ž. Jumikis.
Sekretara v. i. A. Kalns.

Valmieras apr. 3. iec. miertiesnesis,

pamatojoties uz Sodu lik. 239. p., paziņo, ka ar 1939. g. 20. sept. spriedumu **Alma Anša m. Pūce, dzim. Grundulis,** dzim. 1892. g. 20. aprilī Vilķenes pagastā, **atzīta par vainīgu neplombētu desu turēšanā pārdošanai Limbažu pilsētas gada tirgū 1939. gada 23. augustā,** un sodīta pēc Sodu lik. 234 p. ar 15 latiem vai nesamaksāšanas gadījumā ar 5 dienām arestā. L. 536/39.

1939. g. 4. oktobrī. 18949e

Miertiesnesis A. Ozols.
Sekretare M. Štelcs

Valmieras apr. 3. iec. miertiesnesis,

pamatojoties uz Sodu lik. 239. p., paziņo, ka ar 1939. g. 20. septembra spriedumu **Augusts - Edgars Augusta d. Lācis,** dzim. 1908. g. 3. maijā Limbažos, **atzīts par vainīgu neplombētu desu pārdošanā savā skārni Limbažos, 1939. g. 23. augustā gada tirgū,** un sodīts pēc Sodu lik. 234. p. ar 25 latiem vai nemaksāšanas gadījumā ar 7 dienām arestā.

1939. g. 4. oktobrī.
L. 534/39. 18950e

Miertiesnesis A. Ozols.
Sekretare M. Štelcs.

Valmieras apr. 3. iec. miertiesnesis,

pamatodamies uz Sodu lik. 239. pantu, paziņo, ka ar 1939. gada 20. septembra spriedumu **Zamelšs - Bruno Jāņa d. Volmarovičs,** dzim. 1899. g. 20. martā Mežmuižas pag., **atzīts par vainīgu neplombētu desu turēšanā pārdošanai Limbažos, savā 1. šķiras traktierī — 1939. gada 23. augustā — gada tirgū,** un sodīts pēc Sodu lik. 234. p. ar 15 latiem vai nesamaksāšanas gadījumā ar 5 dienām arestā. L. 535/39.

1939. g. 4. oktobrī. 18951e

Miertiesnesis A. Ozols.
Sekretare M. Štelcs.

Auces iec. miertiesnesis,

pamatojoties uz savu š. g. 29. septembra lēmumu un Civilproc. lik. 1693. un 1695. p., uzaicina visus, kam uz 1939. gada 13. jūlijā mirušā Vinca (Vincenta) **Kinsgaila** mantojumu ir kādas tiesības vai prasības kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisariem, parāda devējiem u. t. t., pieteikt tos miertiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ievietošanas dienas „Valdības Vēstnesī". Noliktā laikā savas tiesības un prasības nepieteikušos ieskatīs par tos zaudējušiem.

Aucē, 1939. g. 4. oktobrī.
22. mant. l. 18759g

Miertiesnesis V. Vītols.
Sekretars A. Hercogs.

Daugavpils apgabalt. Zilupes iec. tiesu izpildītājs K. Projums, kura kancleja ir Zilupē, Pasta ielā 53, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. pantiem, paziņo, ka:

1) Alfreda Oša prasības piedzīšanai **1939. g. 16. decembrī,** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. **Feliksa** Adama d. **Brica** nekustamu īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Ludzas apr. Šķaunes pag., ierakstīts zemes grāmatas 4714. num. nodalījumā un sastāv no **Lielo Bricu sādžas zemes 26. un 26.a viensētas,** 12,877 ha kopplatībā:

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 648,—:

3) tam ir hipoteku parāds Ls 1400,— Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā Ls 64,80 drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļa.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclejā.

Zilupē, 1939. g. 30. sept.
372. l. 18792g

Tiesu izpild. K. Projums.

Daugavpils apgabalt. Zilupes iec. tiesu izpildītājs K. Projums, kura kancleja ir Zilupē, Pasta ielā 53, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. pantiem, paziņo, ka:

1) Alfreda Oša prasības piedzīšanai **1939. g. 16. decembrī,** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. **Feliksa** Adama d. **Brica** nekustamu īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Ludzas apr. Šķaunes pag., ierakstīts zemes grāmatas 4714. num. nodalījumā un sastāv no **Lielo Bricu sādžas zemes 26. un 26.a viensētas,** 12,877 ha platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 648,—:

3) tam ir hipoteku parāds Ls 1400,— Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā Ls 64,80 drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļa.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclejā.

Zilupē, 1939. g. 30. sept.
75. l. 18793g

Tiesu izpild. K. Projums.

Daugavpils apgabalt. Zilupes iec. tiesu izpildītājs K. Projums, kura kancleja ir Zilupē, Pasta ielā 53, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. pantiem, paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. prasības piedzīšanai **1939. gada 16. decembrī,** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Boleslava Baneta d. **Marčennoka** nekustamu īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Ludzas apr. Šķaunes pag., ierakstīts zemes grāmatas 10152. num. nodalījumā un sastāv no **Šuškovas sādžas zemes 40. viensētas,** 0,743 ha platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 400,—

3) tam ir hipoteku parāds Ls 300,— Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā Ls 40,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļa.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclejā.

Zilupē, 1939. g. 30. sept.
890. l. 18808g

Tiesu izpild. K. Projums.

Daugavpils apgabalt. Zilupes iec. tiesu izpildītājs K. Projums, kura kancleja ir Zilupē, Pasta ielā 53, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. pantiem, paziņo, ka:

1) Briģu pag. valdes prasības piedzīšanai **1939. g. 16. decembrī,** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mirušā **Abrama** Davida d. **Sondaka** nekustamu īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Ludzas apr. Briģu pag., ierakstīts zemes grāmatas 10889. num. nodalījumā un sastāv no **Borchovo-Klesi sādžas zemes 56. viensētas,** 13,238 ha platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 1830,—;

3) tam nav hipoteku parādu;

4) solītājiem jāiemaksā Ls 183,— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļa.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclejā.

Zilupē, 1939. g. 3. oktobrī.
591. l. 18804g

Tiesu izpild. K. Projums.

Daugavpils apgabalt. Zilupes iec. tiesu izpildītājs K. Projums, kura kancleja ir Zilupē, Pasta ielā 53, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. pantiem, paziņo, ka:

1) Briģu pag. valdes un Proskovjas Čuchnovs prasības piedzīšanai **1939. g. 16. decembrī,** plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Leona Semjona d. **Čuchnova** tiesības uz 1/3 daļu nekustamā īpašumā, kas atrodas Ludzas apr. Briģu pag., ierakstīts zemes grāmatas 16706. num. nodalījumā un sastāv no **Zabolocku sādžas zemes 16. viensētas,** 9,857 ha platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 1372,—;

3) tam ir hipoteku parāds Ls 700,— Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā Ls 45,73 drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļa.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērš nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanclejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclejā.

Zilupē, 1939. g. 3. oktobrī.
649. l. 18805g
Tiesu izpild. K. Projums.

Madonas notars Herberts Dance, uz Marijas Strads, dzim. Vanags, lūgumu un Notaru likuma 121. p. pamata, **izsludina par nederīgu universalpilnvaru, ko Marija Strads, dzim. Vanags, izdevusi Jānim Arājam,** un ko apliecinājusi Lazdonas pagasta valde 1937 g. 19. augustā ar 1469. num., līdz ar visiem tālākpilnvarojumiem. 18966e

Madonā, 1939. g. 5. oktobrī.
Notars H. Dance.

Jelgavas notars Aleksandrs Ļūļe,
pamatojoties uz Matildes-Lizetes Ābiks, dzim. 1907. g. 18. februarī Valgundes pagastā, lūgumu un Not. lik. 121. p., **izsludina par atsauktu un anulētu pilnvaru, ko Matilde-Lizete Ābiks izdevusi Jurim Slugam** visu viņas personīgu un īpašumu lietu vešanai, pārvaldīšanai un pārzināšanai, līdz ar visiem izdarītiem pārpilnvarojumiem. 18965e

Notars **A. Ļūļe.**

CITU IESTĀŽU SLUDINĀJUMI.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,
saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1939. g. 18. septembra R 1851. lēmumu reģistrēta **„Jelgavas vācu sadarbības biedrības"** (Deutsche Arbeitsgemeinschaft in Jelgava) un **biedrības „Lielais klubs Jelgavā"** (Grosser Club in Mitau) **apvienošanās ar kopīgu nosaukumu „Jelgavas vācu sadarbības biedrība"** (Deutsche Arbeitsgemeinschaft in Jelgava) ar valdes mājokli Jelgavā.

Nodaļas vad. A. Liepiņš.
Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš

Nodokļu depart. nodokļu piedzinējs paziņo, ka **1939. gada 17. oktobrī, plkst. 11,** Rīgā, Elizabetes ielā 91/93, 13. dz., **vairāksolīšanā pārdos Joseļa Arona Smuiloviča mēbeles,** kas novērtētas par Ls 831,—, ienākuma nodokļu parāda piedzīšanai. 18846g

Rīgā, 1939. g. 5. oktobrī.
Nodokļu piedz. E. Birke.

Nodokļu depart. nodokļu piedzinējs paziņo, ka **1939. gada 17. oktobrī, plkst. 11,** Rīgā, Dzirnavu ielā 87/89, veik., **vairāksolīšanā pārdos Morducha un Lejas Sapošnikovu 3000 pudeles un c. mantas,** kas novērtētas par Ls 271,—, dažādu nodokļu parāda piedzīšanai.

Rīgā, 1939. g. 2. oktobrī.
Nodokļu piedz. E. Birke.

Nodokļu depart. nodokļu piedzinējs paziņo, ka **1939. gada 17. oktobrī, plkst. 11,** Rīgā, Elizabetes ielā 24, drukātavā, **vairāksolīšanā pārdos Jūlija Izaka 1 rakstammašīnu un 127 kg saliek. maš. metalu,** kas novērtēti par Ls 242—, dažādu nodokļu parāda piedzīšanai.

Rīgā, 1939. g. 5. oktobrī.
Nodokļu piedz. E. Birke.

Latvijas kreditbanka,

pamatojoties uz Kreditlikuma 675. pantu, paziņo, ka:

1. **No Kačanovas pagasta Radovas muižas krājaizdevu sabiedrības likvidacij. laikā iekasētām sumām, saskaņā ar Kreditlikuma 672. pantu, ir segta daļa likvidacijas izdevumu un nekāda atlikuma kreditoru apmierināšanai nav.**
2. Uz likvidacijas noslēguma dienu pārņemšanas un novērtēšanas komisijas atzīto kreditoru sarakstos skaitas:
   a) kreditori . . . . . Ls 226,36
   b) biedri par uz solidaras atbildības pamata samaksātu papildatbildību . . . . . „ 2236,57
   c) Kreditlikuma 680. pantā paredzētie dubultvekseļu kreditori . . . . . „ 286,68
   Kopā Ls 2749,61
   d) pārņemšanas un novērtēšanas komisija biedru dalības naudas nav uzņēmusi kreditoru sarakstos, jo tādas jau pirms Ministru kabineta 1937. g. 26. augusta lēmuma norakstītas sabiedrības zaudējumu segšanai.
3. Pēc iepriekšēja aprēķina, saskaņā ar Kreditlikuma 672., 678. un 680. pantiem, apmierinājumu uz valsts rēķina Valsts zemes bankas 2% ķīlu zīmēs saņem:
   a) kreditori 50% no prasību kopsumas Ls 226,36 Ls 113,18
   b) biedri par uz solidaras atbildības pamata samaksāto papildatbildību . . . . . „ 2236,57
   c) dubultvekseļu kreditori . . . . . „ 286,68
   Kopā Ls 2636,43
4. Paliek bez apmierinājuma 50% no kreditoru prasībām Ls 226,36 . . . . . Ls 113,18
5. **Līdz ar to Kačanovas pagasta Radovas muižas krājaizdevu sabiedrības likvidacija, kas uzdota Latvijas kreditbankai ar Ministru kabineta 1937. g. 26. augusta lēmumu, ir noslēgusies, un, saskaņā ar Kreditlikuma 675[1]. pantu, visi likvidacijas laikā nepieteiktie un arī 675. panta 2. daļā minētā īpašumu, saistību un vērtību sarakstā neuzņemtie prasījumi un tiesības ir dzēsti.**

18963 Latvijas kreditbankas direktors A. Bērziņš.

Latvijas kreditbanka,

pamatojoties uz kreditlikuma 675. pantu, paziņo, ka:

1. **No Uzņēmēju un patērētāju kooperativa „Darbs" likvidacijas laikā iekasētām sumām, saskaņā ar Kreditlikuma 672. pantu, ir segta daļa likvidacijas izdevumu un nekāda atlikuma kreditoru apmierināšanai nav.**
2. Uz likvidacijas noslēguma dienu pārņemšanas un novērtēšanas komisijas atzīto kreditoru sarakstos skaitas:
   a) kreditori. . . . . Ls 4.131,35
   b) biedru dalības naudas. . . . . „ 1.280,—
   Kopā Ls 5.411,35
3. Pēc iepriekšējā aprēķina un saskaņā ar Kreditlikuma 680. pantu apmierinājumu uz valsts rēķina Valsts zemes bankas 2% ķīlu zīmēs saņem kreditori 50% no prasību kopsumas Ls 4.131,35 . . . Ls 2.065,67
4) Paliek bez apmierinājuma:
   a) kreditoru prasības 50% no prasību kopsumas Ls 4.131,35 . . . . . Ls 2.065,68
   b) biedru dalības naudas prasījumi. . . . . „ 1.280,—
5. **Līdz ar to Uzņēmēju un patērētāju kooperativa „Darbs" likvidacija, kas uzdota Latvijas kreditbankai ar Ministru kabineta 1938. gada 14. jūnija lēmumu, ir noslēgusies un, saskaņā ar Kreditlikuma 675[1]. pantu, likvidacijas laikā nepieteiktie un arī 675. panta 2. daļā minētā īpašumu, saistību un vērtību sarakstā neuzņemtie prasījumi un tiesības ir dzēsti.**

18964 Latvijas kreditbankas direktors A. Bērziņš.

ŪTRUPE. **RĪGAS PILSĒTAS DISKONTO BANKAS telpās** un uzdevumā Rīgā, Rātsnamā, **š. g. 18. oktobrī, plkst. 15,** uz attiecīgās personas rēķina, **atklātā vairāksolīšanā pārdos šādus koku materialus:**

1) apm. 102. std. zāģētu oša materialu, Eksportostā, lauk. 216. num.;

2) daž. tēstie materiali, apm. 8236 kub. pēd., A. Dombrovska ūdens dārzā, Mīlgrāvī;

3) apm. 77,411 kub. pēdu daž. tēsto materialu, J. Kalniņa ūdens dārzā pie Grāpju salas.

Tuvākas izziņas sniedz Rīgas pilsētas diskonto bankas preču nodaļa darba laikā, tālr. 26826. L 3147 18971

Zvēr. biržas maklers H. Kiršteins.

---

7. Siguldas kājnieku pulks
jauktā izsolā izdos
32 tonnu skābu kāpostu piegādi
pa daļām savās novietojumu vietās no 1939. g. 1. decembra līdz 1940. g. 1. jūnijam.

Izsole notiks š. g. 24. oktobrī, plkst. 10, Alūksnē, pulka štabā. Piedāvājumi jānodrošina ar Ls 10,— par katru piegādāto tonnu skābu kāpostu.

Rakstiski piedāvājumi ar Ls 1,— zīmognodevu, jāiesniedz pulkam līdz **š. g. 24. oktobrim, plkst. 10,** adresējot saimniecības priekšniekam, vai izsoles komisijas priekšsēdētājam. Personām, kas nav pašražotāji, jāiesniedz nodokļu inspekcijas apliecība par iepriekšējo gadu nodokļu kārtīgu nomaksu un jāuzrāda vajadzīgā tirdzniecības zīme. L 3145 18970

Ar izsoles nosacijumiem un kāpostu kondicijām var iepazīties pulka saimniecības daļā, Alūksnē, darbdienās no plkst. 8 līdz 15.

---

8. Daugavpils kājnieku pulks
jauktā izsolē izdos
10 tonnu skābu kāpostu piegādāšanu pa daļām,

novietošanas vietās, ar š. g. 1. decembri līdz 1940. g. 1. jūnijam. Izsole notiks Cēsis, pulka štaba, saimniecības daļā **š. g. 16. oktobrī, plkst. 11.**

Piedāvājumi jānodrošina ar Ls 15,— par katru piegādājamo tonnu skābu kāpostu. Rakstiski piedāvājumi ar Ls 1,— zīmognodevu jāiesniedz saimniecības priekšniekam līdz izsoles atklāšanai. Ar izsoles noteikumiem un skābu kāpostu kondicijām var iepazīties pulka štabā. L. 3142. 18969

Šoseju un zemes ceļu departamenta 2. rajona inženieris,

savā kanclejā, **Jelgavā,** Lietuvas ielā 26,

sacensībā izdos:

1939. g. 13. oktobrī, plkst. 10,
125 kub. m šķembu un 500 kub. m grants pārvešanu no Ruļļu kalna grantskarjera uz Jelgavas-Vircavas-Bauskas šosejas no 9,3. līdz 24,4. km, nodrošinājums Ls 500,—;

1939. g. 16. oktobrī, plkst. 10,
celtuves ekspluatēšanas tiesības pār Lielupi pie Pļeras kr. uz Pļeras celtuves 2. šķ. ceļa, nodrošinājums Ls 40,—. L 3140 18968

Tuvāki paskaidrojumi rajona kanclejā, parastā darba laikā.

Nodokļu depart. nodokļu piedzinējs paziņo, ka **1939. gada 17. oktobrī, plkst. 11 un 12,** Rīgā, Lopkautuves ielā 1, un Jēkaba ielā 24, **vairāksolīšanā pārdos Alfreda Trijeca mašīnas, gateri, kantora iekārtu,** kas novērtēti par Ls 18.300,— dažādu nodokļu parāda piedzīšanai.

Rīgā, 1939. g. 9. oktobrī.
Nodokļu piedz. R. Knochs.

Rīgas prefekt. 7. iec. priekšn. š. g. 20. oktobrī, plkst. 10, Rīgā, Valmieras ielā 8, publiskā vairāksolīšanā pārdos Francim Pavlusam apķīlāto vienu lietotu aužamo mašīnu, kas novērtēta par Ls 400,—. Trešās kopējās Rīgas slimo kases prasības lietā. 18911g

Priekšnieks J. Zankevičs
Darbvedis Breikšs.

Biķernieku pagastam,
Daugavpils apr., **vajadzīga**
rajona vecmāte.

Pieņems 1939. g. 30. oktobrī, plkst. 9, pagasta namā. Darbības rajons — Biķernieku pagasts ar 5383 iedzīvotājiem. Alga pēc Tautas labklājības ministrijas noteikumiem Ls 90,- mēnesī, brīvs dzīvoklis, apkurināšana un apgaismošana.

Rakstiski lūgumi ar Ls 2,— zīmognodevas un pierādījumi par tiesībām, veselību un līdzšinējo nodarbošanos jāiesniedz pagasta valdei līdz pieņemšanas dienai.

Vēlama personīga ierašanās. Tuvākā dzelzsceļa stacija Naujene — 8 km, tālr. Naujene 9.

Pag. vecākais D. Isajevs.
Sekretars A. Rimša.

Dricēnu pagastam,
Rēzeknes apr., **vajadzīgs**
rajona ārsts.

Alga pēc Tautas labkl. min. normām. Brīvs dzīvoklis ar apkurināšanu. Lūgumraksti ar vajadzīgiem dokumentiem jāiesniedz pagasta valdei **līdz š. g. 21. oktobrim, kad arī notiks pieņemšana. Vēlama personīga ierašanās.** No Dricēnu dzelzsceļa stacijas līdz pagasta namam un doktoratam 1,3 km.

Pie doktorata pastāv Latv. Sarkanā Krusta veselības kopšanas punkts. 502. l. 18978e

1939. g. 6. oktobrī.
Pagasta vec. J. Ezeriņš.
Pagasta sekret. M. Avens.

Lāčplēša kara ordeņa dome izsludina par nederīgu nozaudēto 420. Lāčplēša kara ordeņa apliecību, kas izdota šī ordeņa kavalierim 5. Cēsu kājn. pulka atv. kapralim Jānim Kalniņam 1921. g. 6. oktobrī ar 4457. num. 18849e

---

Rīgas vaterauts izsludina par nederīgām nozaudētās viņa izdotās jūrnieku braukšanas apliecības-grāmatiņas: 1) 1912. gr., kas 1939. g. 28. jūnijā izdota Andrejam Sūnam, un 2) 771. gr., kas 1937. g. 1. dec. izdota Pieterim-Jurim Tammam. 18851g

---

Rīgas valsts technikums izsludina par nederīgu nozaudētās 945. skolnieka apliecību, un 33689. tramvaja kartiņu, kas 1938./39. mācības gadam izdotas IV cc. klases audz. Imantam Līcītim, un 3) 13800. tramvaja kartiņu, kas 1938. gadā izdota Oļegam Kudrjaševam. 18859g

---

Rīgas prefekt. 3. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto 4421. karaklausības apliecību, ko 1937. g. 25. jūnijā 4. Valmieras kājn. pulka kom. izdevis Nikolajam-Jānim-Jēkabam Veisbergam. 18909g

---

Rīgas pref. 12. iec. priekšn. izsludina par nederīgu 34331 velosipeda apliecību, ko viņš izdevis Herbertam Folcam, un 11711, 27042. velosipedu numurus, ko viņš izdevis Paulinei Drēvings un Ludvigam Rudovičam. 18910g

---

Dignajas pag. valde izsludina par nederīgām nozaudētās 186. un 307. labības grām., ko tā 1938. gadā izdevusi Jurim Saldem un Robertam Ušakam.

Bauskas apr. priekšn. izsludina par nederīgiem velosipeda 57695. apliecību un 57695. numuru, ko Codes pag. polic. virskārtībn. 1939. g. 28. VII izdevis Kārlim Gegerim. 18278e

---

Bērzgales pag. valde izsludina par nederīgām viņas 1938. gadā izdotās labības grāmatiņas: 1) 318. grām., kas izdota Meikulānu māju saimniekam Jānim Tumplim; 2) 623. grām., kas izdota Liuzinieku māju saimniekam Aloizam Saukanam, un 3) 960. grām., kas izdota Pokuļu māju saimniekam Kazimiram Tučam. 18221e

---

Dagdas pasta un telegraafa kantoris izsludina par nederīgu nozaudēto radio abonem. 406. atļauju, kas izdota Ignatam Mileikam Asūnes pag. Spogevā. L. 3138. 18976e

---

Dobeles pag. valde izsludina par nederīgām nozaud. 1) Latv. iekšz. pasi ser. JT 014041/4441, ko Līksnas pag. valde 1928. g. 3. maijā, 2) apliec. par neder. kara dien. 0899, ko Daugavpils kara apr. priekšn. 1934. gada 31. aug., un 3) darba grām. Z. 62629/519, ko Dobeles pag. valde 1932. g. 17. jūn., izdevuši Timofejam Troškovam. 18255e

---

Dzelzavas pasta un telegraafa kantoris izsludina par nederīgu nozaudēto radio 90. atļauju, ko izdota Robertam Krieviņam Virānes pag. „Banurtos". L. 3137. 18975e

---

Gauru pag. valde izsludina par nozaudētu 844. labības grāmatiņu, ko šī pag. valde 1938. g. 27. sept. izdevusi Vasilijam Smirnovam. 18562g

---

Ilūkstes pasta telegraafa kant. izsludina par nederīgu nozaudēto radio abonem. 63. atļauju, kas izdota Jānim Kriškijānim Dvietes pag. „Tumānos". L. 3139. 18977e

---

Istras pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 463. darba grām., ko izdevusi Smārdes pag. valde 1933. g. Verai Ozerkins. 18546g

---

Kandavas pils. bāriņu tiesa izsludina par nederīgu nozaudēto 7. apliecību, ko šī bāriņtiesa 1933. g. 1. nov. izdevusi mir. Ģirta Karlsberga mant. masas aizgādnim Kārlim Karlsbergam.

Laides pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 164. labības grām., ko šī pag. valde 1938. g. izdevusi Fricim Vilcmeieram. 18544g

---

Lielauces pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 239. L 28849. darba grām., ko Rundēnu pag. valde 1932. g. 8. okt. izdevusi Posnijam Azefam.

Purvmalas pag. valde izsludina par nederīgu sadegušo 1938. g. 452. labības grāmatiņu, ko šī pag. valde izd. Pāvilam Dobroļubovam. 18253g

---

Saukas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 192. labības grām., ko šī pag. valde 1938. g. izdevusi Jānim Žakaram. 18557g

---

Turlavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 120. labības grām., ko šī pag. valde 1938. gadā izdevusi Jurim Ventaskrastam 18552g

---

Užavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 127. labības grām., ko šī pag. valde 1938. gadā izdvusi Annai Vēzis. 18553g

---

Vecgulbenes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 181. labības grām., ko šī pag. valde 1938. g. 20. sept. izdevusi Otto Širakam. 18240g

---

Ventspils namnieku krājaizdevu sabiedr. „Kredits" izsludina par nederīgu 59. noguldījumu grām. ko šī sabiedrība izdevusi Fridricham Freidenfeldam Ventspilī, Mežu ielā 27.

Zantes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 135. labības grām., ko šī pag. valde 1939. gadā izdevusi Zigmundam Vegneram. 18236g

---

DAŽĀDI SLUDINĀJUMI.

A/S „Latvijas centralais sēklu eksports"
kārtējā akcionaru pilna sapulce

1939. g. 27. oktobrī, plkst. 13, Rīgā, Blaumaņa ielā 38/40, A/S „Rota" zālē.

Dienas kārtība:
1) sapulces amatpersonu vēlēšanas;
2) 1938/39. tirdzn. gada pārskata pieņemšana un peļņas sadalīšana;
3) 1939/40. tirdzn. gada budžeta pieņemšana;
4) nekustamu īpašumu iegūšana;
5) vēlēšanas;
6) dažādi jautājumi un priekšlikumi.

Piezīmes: Saskaņā ar statutu 27. pantu, akcionariem tiesība piedalīties pilnā sapulcē personīgi vai sūtot uz to savus pilnvarniekus, pie kam pēdējā gadījumā par to rakstiski jāpaziņo valdei ne vēlāk kā 7 dienas pirms sapulces.

Par pilnvarniekiem var būt tikai Latvijas pilsoņi. Pilnvarās jāuzrāda akciju skaits, kādu pilnvarnieks pārstāv. 18974e **Valde.**

Tirdzn. p/s
„Lauksaimnieks" likv.
akcionaru kārtējā pilna sapulce

1939. g. 3. novembrī, plkst. 19, Rīgā, 15. maija lauk. 3, 13. dz.

Dienas kārtība:
1) likvidacijas komis. ziņojumi;
2) revizijas komis. ziņojumi;
3) 1938. g. pārskata pieņemšana. 18973e

Likvid. komisija.

Koku un metalu mechaniskas apstrādāš. akc. sabiedr.
„SPLINTS" valde
uzaicina akcionarus uz
ārkārtēju pilnu sapulci

1939. g. 4. novembrī, plkst. 12, Liepājā, Lielā ielā 8.

Dienas kārtība:
1) valdes ziņojums;
2) piedalīšanās citos uzņēmumos;
3) dažādi jautājumi. 18967e

Valde.

Ozolkalna Sv. Jāņa Kristītāja pareiztic. baznīcas

1939. g. 24. septembra mantu loterijas vinnestu saraksts.

Par Ls 25,—: 1527, 1651, 3369. num.

No Ls 10,— līdz Ls 15,—: 315, 623, 1298, 1968, 2235, 2712, 3311. num.

No Ls 1,— līdz Ls 10,—: 3, 7, 8, 9, 12, 18, 31, 39, 43, 44, 45, 61, 71, 82, 95, 97, 100, 126, 138, 160, 166, 178, 185, 186, 193, 199, 205, 229, 230, 243, 277, 290, 299, 301, 306, 323, 330, 333, 346, 350, 358, 364, 383, 403, 428, 442, 463, 466, 489, 499, 506, 542, 545, 549, 556, 565, 593, 603, 604, 612, 614, 624, 633, 638, 646, 658, 670, 674, 682, 713, 716, 735, 736, 777, 779, 791, 792, 796, 797, 827, 853, 891, 905, 908, 915, 917, 919, 920, 926, 931, 932, 935, 936, 943, 957, 963, 982, 983, 992, 997.

1003, 1013, 1019, 1025, 1057, 1062, 1065, 1071, 1081, 1084, 1087, 1093, 1099, 1108, 1133, 1149, 1152, 1159, 1175, 1176, 1192, 1197, 1244, 1251, 1252, 1261, 1284, 1294, 1303, 1306, 1325, 1345, 1347, 1351, 1401, 1420, 1422, 1466, 1472, 1477, 1501, 1509, 1521, 1534, 1543, 1558, 1559, 1564, 1569, 1570, 1572, 1604, 1615, 1625, 1641, 1660, 1661, 1675, 1678, 1695, 1696, 1700, 1701, 1719, 1734, 1753, 1770, 1773, 1783, 1790, 1799, 1814, 1815, 1816, 1826, 1830, 1844, 1881, 1894, 1896. 1897, 1899, 1904, 1909, 1910, 1928, 1929, 1944, 1946, 1960, 1964, 1965, 1999.

2006, 2013, 2018, 2021, 2023, 2024, 2035, 2049, 2054, 2056, 2057, 2066, 2069, 2070, 2074, 2085, 2091. 2099, 2118, 2123, 2131, 2145, 2153, 2159, 2165, 2176, 2184, 2205, 2239, 2248, 2250, 2254, 2261, 2267, 2269, 2273, 2343, 2347, 2348, 2353, 2370, 2390, 2393, 2394, 2399, 2402, 2423, 2455, 2460, 2461, 2471, 2476, 2478, 2479, 2496, 2507, 2515, 2524, 2537, 2538, 2548, 2555, 2592, 2603, 2608. 2609, 2610, 2617, 2622, 2632, 2644, 2650, 2683, 2709, 2721, 2725, 2727, 2732, 2738, 2762, 2799, 2801, 2811. 2813, 2824, 2844, 2861, 2875, 2886, 2905, 2932, 2934, 2958, 2959, 2965, 2967, 2974, 2980, 2984, 2989, 2998.

3006, 3011, 3022, 3028, 3052, 3056, 3065, 3083, 3102, 3111, 3126, 3143, 3146, 3159, 3174, 3179, 3185, 3191, 3193, 3195, 3209, 3211, 3213, 3219, 3229, 3235, 3286, 3287, 3312, 3327, 3350, 3351, 3361, 3376, 3377, 3383, 3408, 3439, 3456, 3459, 3462, 3469, 3470, 3478, 3480, 3486.

Ozolkalna draudzes pārzinis virpriesteris **Andrejs Vieglais.**

Iespiests Valsts tipografijā.